Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 4 février 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°823 ■

L'OR A GRIMPÉ DE 5,49%

Les métaux précieux rebondissent

P 16

AVEC L'EXPLOITATION DE LA MINE DE GARA DJEBILET

L'Algérie renforce sa souveraineté industrielle

L'entrée en exploitation progressive du gisement de fer de Gara Djebilet marque un tournant pour le secteur minier national, appelé à changer d'échelle dans les prochaines années. À travers ce projet structurant, l'Algérie vise une production cumulée de 20 millions de tonnes de minerai de fer à l'horizon 2032 et une hausse significative du poids des mines dans la richesse nationale, avec une contribution attendue de 5 % au produit intérieur brut, contre environ 1 % actuellement.. P 3

BARRAGES

Le taux de remplissage dépasse les 44 %

Le taux de remplissage des barrages en Algérie a dépassé les 44 %, porté par les apports pluviométriques enregistrés en janvier, un mois qualifié de « très bénéfique ». Plusieurs ouvrages illustrent cette remontée rapide des niveaux : certains barrages ont vu leurs volumes tripler, voire davantage. L'un d'eux est ainsi passé de 6 à 25 millions de mètres cubes en quelques semaines. Cette amélioration sensible des niveaux de stockage appelle toutefois à la vigilance et à la rationalisation de l'usage de l'eau.

P 2

ENTRETIEN

PR. ALI DAOUDI, AGROÉCONOMISTE ET ENSEIGNANT-CHERCHEUR AU QUOTIDIEN LES ENJEUX ECO

« Il faut adapter la céréaliculture aux spécificités de chaque territoire »

La céréaliculture est un pilier stratégique de l'agriculture en Algérie, confrontée à des déficits structurels et à une forte variabilité climatique. Dans cet entretien accordé au quotidien « Les Enjeux Eco», Pr. Ali Daoudi, agroéconomiste et enseignant-chercheur à l'ENSA, a expliqué que le véritable défi n'est plus seulement d'augmenter les rendements des céréales, mais de les stabiliser, en adaptant les pratiques agricoles aux spécificités de chaque territoire et en structurant la profession agricole. Il a souligné également le rôle clé de la recherche agronomique, la nécessité de l'irrigation d'appoint, le développement de la céréaliculture dans le Sud, ainsi que l'importance de partenariats étrangers assortis de transferts technologiques durables.

P 5

USINES DE DESSALEMENT

L'ADC adopte des solutions innovantes pour maîtriser l'énergie P 2

UN SALON INTERNATIONAL DÉDIÉ À LA FILIÈRE S'OUVRE À SÉTIF

L'aviculture au cœur de la sécurité alimentaire nationale P 3

CONFÉRENCE DES CHEFS DE POSTES CONSULAIRES

Le Premier ministre rappelle l'intérêt qu'accorde le président de la République à la communauté nationale à l'étranger P 16

COOPÉRATION UNIVERSITAIRE

Signature d'une convention entre l'USTHB et l'Université roumaine de Transylvanie

L'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) a signé, mardi à Alger, une convention de partenariat avec l'Université de Transylvanie (Roumanie), visant à renforcer les échanges scientifiques.
La convention a été signée par le recteur de l'USTHB, Djamel-Eddine Akretche, et le recteur de l'Université de Transylvanie, Vasile Abrudan, en présence de l'ambassadeur de Roumanie en Algérie, Gruia Jacota.
"La convention s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'ouverture à l'international de l'USTHB", a déclaré à la presse M. Akretche, ajoutant qu'un programme d'échange avec l'Université de Transylvanie est en cours d'élaboration.
Ce programme prévoit entre autres "la mise en place de formations communes, des échanges scientifiques destinés aux étudiants et aux enseignants-chercheurs, ainsi que la participation à des projets internationaux", a-t-il expliqué.
La convention permettra aussi à l'USTHB de diversifier ses relations, renforcer les échanges scientifiques et d'élever le niveau de coopération dans différentes spécialités qui seront ciblées, a ajouté M. Akretche.
De son côté, le recteur de l'Université de Transylvanie a déclaré que les deux parties ont identifié des intérêts spécifiques et communs, mais aussi des défis à relever ensemble, notamment dans les domaines technologiques.

R E.

BARRAGES

Le taux de remplissage dépasse les 44 %

Le taux de remplissage des barrages en Algérie a dépassé les 44 %, porté par les apports pluviométriques enregistrés en janvier, un mois qualifié de « très bénéfique ». Plusieurs ouvrages illustrent cette remontée rapide des niveaux : certains barrages ont vu leurs volumes tripler, voire davantage. L'un d'eux est ainsi passé de 6 à 25 millions de mètres cubes en quelques semaines. Cette amélioration sensible des niveaux de stockage appelle toutefois à la vigilance et à la rationalisation de l'usage de l'eau.

Par Selma Rachid

Avec une capacité globale de stockage de 8,6 milliards de mètres cubes, les barrages du pays contiennent actuellement près de 3 milliards de mètres cubes. Cette progression est directement liée aux précipitations de ces dernières semaines, qui ont touché la quasi-totalité des bassins versants. « Les apports ont concerné pratiquement tous nos barrages à travers les différentes régions. Le mois de janvier a été vraiment très bénéfique pour le remplissage », a souligné Abdelatif Azira, directeur général de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), invité du Forum d'El Moudjahid.Le responsable a cité plusieurs exemples illustrant cette dynamique. À Relizane, le barrage de Sidi M'hamed Ben Aouda est passé de 54 à 100 millions de mètres cubes. Le barrage de Gargar, dans la même wilaya, a connu une évolution spectaculaire, passant de 7 millions de mètres cubes fin décembre à près de 110 millions aujourd'hui, soit plus de 100 millions de mètres cubes d'apports pour le seul mois de janvier. À Aïn Defla, un autre barrage a doublé son volume, progressant de 48 à 94 millions de mètres cubes, tandis que Sidi M'hamed Ben Taiba est passé de 23 à 46 millions.
Pour autant, le premier responsable de l'ANBT insiste sur la nature variable du cycle hydrologique. Une partie des précipitations est absorbée par les sols et contribue à la recharge des nappes, une autre est stockée dans les retenues, tandis que le surplus rejoint la mer lorsque les barrages atteignent leur capacité maximale. « On ne peut pas dimensionner un barrage uniquement sur la base d'épisodes exceptionnels. Nous travaillons sur des volumes régularisés, même si nous réfléchissons à retenir le maximum des eaux superficielles », a-t-il expliqué.La question de l'envasement demeure, par ailleurs, un défi structurel. Le phénomène entraîne une perte estimée à 11 % de la capacité de stockage, soit environ 1,2 milliard de mètres cubes. Abdelatif Azira relativise toutefois son impact immédiat sur la situation actuelle : « Si les barrages ne sont pas remplis à 100 %, ce n'est pas à cause de l'envasement, mais d'abord du déficit de pluviométrie». Depuis 1962, quatre grandes campagnes de dévasement ont été menées à l'échelle nationale, avec des opérations en cours sur plusieurs barrages, dont Hamiz, Bouhanifia et Fergoug. Des actions préventives sont également engagées, notamment le reboisement des bassins versants et le curage des oueds, afin de limiter l'érosion des sols.

Le parc national de barrages en phase d'élargissement

Le parc national compte aujourd'hui 81 barrages et devrait atteindre 87 unités d'ici environ une année. Plusieurs projets sont en phase finale, à l'image du barrage d'Oued Djedra à Souk Ahras, déjà réceptionné et rempli à 100 %, ou encore celui de Lazreg à Khenchela, dont la structure principale est achevée. D'autres ouvrages affichent des taux d'avancement compris entre 80 et 86 %, avec des capacités de stockage allant de 35 à 97 millions de mètres cubes. À terme, cinq nouveaux barrages devraient ajouter environ 260 millions de mètres cubes de capacité supplémentaire.En matière d'affectation des volumes, la priorité reste l'alimentation en eau potable, même si l'irrigation mobilise des quantités importantes. En 2025, près de 952 millions de mètres cubes ont été délivrés pour l'irrigation, contre environ 215 millions pour l'alimentation en eau potable à partir des eaux de barrages. La répartition fait l'objet d'arbitrages au niveau ministériel. « Il existe une commission qui regroupe plusieurs acteurs pour assurer une répartition équitable des quotas entre l'alimentation et l'agriculture », a précisé le directeur général.

Le dessalement, pilier central de la stratégie hydrique à l'horizon 2030

La stratégie nationale repose désormais sur la diversification des ressources. À l'horizon 2030, la feuille de route prévoit une structure d'approvisionnement en eau potable reposant à 60 % sur le dessalement de l'eau de mer, 20 % sur les eaux superficielles des barrages et 20 % sur les eaux souterraines. Le développement des stations de dessalement et du traitement tertiaire des eaux usées doit réduire la pression sur les retenues et contribuer à la reconstitution des stocks. Plusieurs grands transferts hydrauliques sont déjà opérationnels, dont un projet permettant d'acheminer jusqu'à 80 000 m^3 par jour vers Béchar, tandis qu'un autre transfert assure environ 30 000 m^3 par jour. Un méga-projet de transfert sur près de 750 kilomètres, équipé de plus de 26 forages et de multiples stations de pompage, est également entré en service pour sécuriser l'alimentation de zones sahariennes.
Malgré l'amélioration actuelle, l'ANBT appelle à ne pas relâcher les efforts. « Même si la situation est nettement meilleure que l'an dernier, nous continuons à travailler avec la même pression et la même démarche. Il y aura des quotas supplémentaires, mais la vigilance reste de mise », a affirmé Abdelatif Azira, insistant sur la rationalisation de la consommation et l'introduction de technologies d'économie d'eau. Selon lui, le pays est aujourd'hui « armé et préparé » pour faire face à des épisodes prolongés de sécheresse, grâce à la combinaison des barrages, du dessalement, des transferts et de la réutilisation des eaux usées.

S. R.

USINES DE DESSALEMENT

L'ADC adopte des solutions innovantes pour maîtriser l'énergie

L'Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, a engagé une démarche résolue en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique de ses installations de dessalement d'eau de mer, à travers l'intégration progressive de technologies de pointe visant à réduire significativement la consommation électrique, a indiqué, hie, Mouloud Hachelaf, assistant du PDG de l'ADC chargé de la communication.
Le dessalement de l'eau de mer étant une activité fortement énergivore, l'ADC a été amenée à adopter des solutions technologiques innovantes, telles que la technologie PX (Pressure Exchanger), également connue sous l'appellation de récupérateurs d'énergie, a-t-il expliqué dans une déclaration à l'APS, en marge du Salon des Energies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA), qui se poursuit au Centre des conventions d'Oran jusqu'au 4 février.
Ces équipements permettent de récupérer la pression générée au cours des différentes phases du processus de dessalement et de la transformer en énergie réutilisable, contribuant ainsi à une réduction de la consommation électrique estimée entre 40 et 50%, a-t-il précisé. La technologie PX est déjà opérationnelle dans cinq usines à travers le pays, notamment à Oran, Tipaza, Boumerdes, El Tarf et Bejaïa, a-t-il souligné, ajoutant qu'elle sera systématiquement intégrée dans tous les futurs projets de dessalement.
Par ailleurs, l'ADC a opté pour l'osmose inverse, considérée comme la technologie la moins énergivore comparativement aux procédés thermiques, tels que la distillation multi-étagée (MSF), contribuant ainsi à une optimisation globale de la consommation énergétique, a encore dit M. Hachelaf.
Abordant les perspectives à l'horizon 2030, le même responsable a indiqué que l'ADC ambitionne d'intégrer un mix énergétique plus durable, reposant notamment sur le recours au photovoltaïque pour l'alimentation partielle des stations de dessalement.
L'objectif est de couvrir jusqu'à 30% des besoins énergétiques de chaque station à partir de l'énergie solaire. Un tel projet nécessite toutefois d'importantes superficies foncières, pouvant atteindre environ 30 hectares par station, a-t-il précisé. Des projets pilotes ont déjà été lancés, notamment au niveau de la station de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal, à Aïn Temouchent, a-t-il rappelé, soulignant que l'ADC entend désormais passer à une mise en œuvre à plus grande échelle, de manière progressive et méthodique.

R E/APS

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC L'EXPLOITATION DE LA MINE DE GARA DJEBILET

L'Algérie renforce sa souveraineté industrielle

L'entrée en exploitation progressive du gisement de fer de Gara Djebilet marque un tournant pour le secteur minier national, appelé à changer d'échelle dans les prochaines années. À travers ce projet structurant, l'Algérie vise une production cumulée de 20 millions de tonnes de minerai de fer à l'horizon 2032 et une hausse significative du poids des mines dans la richesse nationale, avec une contribution attendue de 5 % au produit intérieur brut, contre environ 1 % actuellement.

Par Selma R.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, le chef de cabinet de la secrétaire d'État chargée des mines auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, Djamel Eddine Choutri, a qualifié le lancement de l'exploitation de Gara Djebilet de « rêve devenu réalité », soulignant son impact direct sur la dynamique industrielle et la souveraineté économique du pays. Selon lui, la particularité du site repose sur son mode d'exploitation à ciel ouvert, qui permet de réduire sensiblement les coûts de production, d'autant plus que le projet s'appuie sur un mix énergétique intégrant le gaz et l'énergie solaire.Le plan de développement prévoit une première phase avec une capacité d'extraction de 4 millions de tonnes par an. Le traitement primaire du minerai débutera sur le site de Gara Djebilet à partir du mois de mai prochain, avant l'acheminement de la matière vers Béchar pour des opérations complémentaires de transformation. Le minerai sera ensuite orienté vers les unités industrielles, notamment Tosyali à Oran et l'unité de traitement de Béchar, dont l'entrée en service est annoncée pour la fin de l'année 2027.

À terme, sur la période allant jusqu'en 2032, 20 millions de tonnes de minerai seront extraites, permettant de produire environ 10 millions de tonnes de concentrés et de boulettes de fer.

Djamel Eddine Choutri a insisté sur l'effet d'entraînement attendu sur l'ensemble de la filière. « La disponibilité locale de cette matière première va renforcer la souveraineté industrielle et économique de l'Algérie », a-t-il affirmé, rappelant que la production nationale actuelle de minerai de fer ne dépasse pas 900 000 tonnes par an, principalement dans l'est du pays, au profit du complexe d'El Hadjar et de certaines unités industrielles. Le saut de capacité attendu avec Gara Djebilet doit donc profondément modifier la structure d'approvisionnement du marché national.

Le responsable a également mis en avant l'importance des infrastructures associées, en particulier la nouvelle ligne ferroviaire dédiée, qu'il a présentée comme « une réponse au défi géographique et logistique », indispensable pour relier le gisement aux zones de transformation et aux pôles industriels. Au-delà de l'extraction, le projet s'inscrit dans une vision plus large d'intégration industrielle, avec la création programmée d'une ville minière intégrée. Les assiettes foncières ont déjà été identifiées pour accueillir les futures installations et les bases de vie.À court terme, le projet devrait générer environ 500 emplois directs, avec une montée en charge progressive au fur et à mesure de l'extension des capacités et de l'entrée en activité de nouvelles unités. « L'objectif est aussi de mieux positionner l'Algérie dans les chaînes de valeur productives, à travers une transformation locale plus poussée », a expliqué Djamel Eddine Choutri.

Au-delà de Gara Djebilet, un portefeuille de projets majeurs en déploiement

Cette montée en puissance s'inscrit dans une stratégie minière plus large, qui englobe également d'autres projets structurants. Le responsable a cité le projet zinc-plomb d'Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, qui doit démarrer prochainement avec une capacité de traitement de 2 millions de tonnes de minerai par an pour produire 170 000 tonnes de zinc et 30 000 tonnes de plomb, tout en générant 800 emplois directs et près de 4 000 emplois indirects. Il a également rappelé l'importance du projet phosphate de Tébessa, entièrement algérien, qui vise une extraction de 10 millions de tonnes de minerai par an et la production de 6 millions de tonnes d'engrais, avec 1 200 emplois directs à la clé et des exportations prévues à partir de 2027. L'enjeu dépasse la seule production minière. Il s'agit de bâtir un écosystème industriel intégré, créateur de valeur ajoutée et d'emplois, capable de porter durablement la contribution du secteur des mines à 5 % du PIB. Gara Djebilet apparaît ainsi comme la pierre angulaire de cette nouvelle trajectoire.

UN SALON INTERNATIONAL DÉDIÉ À LA FILIÈRE S'OUVRE À SÉTIF

L'aviculture au cœur de la sécurité alimentaire nationale

Par Réda Hadi

Sétif a abrité, depuis lundi, l'ouverture officielle de la troisième édition du Salon international de l'aviculture, des aliments de bétail et des services vétérinaires (Agro-Sétif), un rendez-vous devenu incontournable pour les professionnels de la filière agricole. La cérémonie d'inauguration a été présidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, qui a souligné l'importance stratégique de l'aviculture dans la consolidation de la sécurité alimentaire nationale.

Au cours de sa visite des différents pavillons, le ministre a échangé longuement avec les exposants et les investisseurs, s'enquérant de leurs préoccupations et des défis auxquels fait face la filière. À cette occasion, il a affirmé que sa présence à cet événement visait avant tout à « accompagner les investissements, les efforts consentis et les évolutions de la filière avicole », rappelant que celle-ci joue un rôle central dans l'approvisionnement du marché national en viande blanche à des prix accessibles.

M. Oualid est revenu sur les mesures prises récemment par son département pour soutenir la production, notamment la fourniture urgente de maïs en grain à la fin de l'année 2025, afin d'éviter toute rupture dans l'approvisionnement de cet intrant stratégique. Il a insisté sur le fait que l'accès régulier et maîtrisé aux matières premières, en particulier aux aliments de bétail, demeure un facteur déterminant pour la stabilité des prix et la pérennité des exploitations.

Dans cette perspective, le ministre a annoncé que des efforts sont actuellement déployés pour la mise en place d'une réserve stratégique de maïs en grain. Une initiative destinée à anticiper les fluctuations du marché international et à protéger la filière contre d'éventuelles perturbations futures. « L'aviculture contribue de manière significative à la sécurité alimentaire du pays, crée de nombreux emplois, notamment au profit des jeunes, et permet d'offrir au consommateur algérien un produit de base à un coût abordable », a-t-il souligné.

Le ministre a également mis l'accent sur la nécessité de maintenir un équilibre durable entre la protection du pouvoir d'achat des citoyens et la rentabilité des investissements dans le secteur. Selon lui, les pouvoirs publics œuvrent en permanence pour garantir des prix justes, tout en évitant que les producteurs et les investisseurs ne subissent des pertes susceptibles de fragiliser l'ensemble de la filière.

Abordant la gouvernance du secteur, M. Oualid a indiqué que le ministère s'emploie à renforcer l'implication des acteurs de l'aviculture dans les processus de décision, notamment à travers leur participation aux commissions techniques et aux instances consultatives. Cette approche participative vise à adapter les politiques publiques aux réalités du terrain et à encourager une meilleure coordination entre l'administration et les professionnels.

Sur le volet sanitaire, le ministre a annoncé une série de mesures destinées à renforcer la protection de la santé animale et végétale. Parmi elles figure la mise en place d'un cadre réglementaire permettant l'ouverture de laboratoires d'analyses spécialisés. Cette initiative, a-t-il expliqué, offrira de nouvelles perspectives d'emploi aux ingénieurs et aux diplômés des facultés de biologie et des disciplines connexes, tout en améliorant la qualité du suivi sanitaire.

Concernant la profession vétérinaire, M. Oualid a révélé que des travaux sont en cours pour la création d'un ordre national des vétérinaires. Cette structure devrait contribuer à organiser la profession, à résoudre plusieurs problématiques liées à son exercice et à faire des vétérinaires une véritable force de proposition au service du développement agricole.

De son côté, le président de la Chambre nationale de l'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, a salué l'intérêt constant accordé par l'État aux filières agricoles, en particulier l'aviculture et l'élevage de bétail. Il a estimé que la stabilité de ces secteurs constitue un levier essentiel du développement économique et social, garantissant l'approvisionnement alimentaire et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens. Prévu jusqu'à jeudi, le Salon Agro-Sétif se veut être un espace d'échange, d'innovation et de partenariat, confirmant la place de Sétif comme pôle agricole majeur à l'échelle nationale.

LUTTE CONTRE LE CANCER

La stratégie nationale globale a permis de réaliser des acquis importants

L'Algérie a adopté une stratégie nationale globale de prévention et de lutte contre le cancer, qui lui a permis de réaliser des acquis importants, et ce, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune conformément à son engagement d'assurer des soins de qualité au citoyen.

Dans le cadre de cette démarche, la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, installée par le président de la République le 4 février 2024 (Journée mondiale contre le cancer), veille à appliquer cette stratégie, basée sur la prévention, le dépistage et le diagnostic précoces pour améliorer le parcours du patient, la formation et la recherche, l'objectif étant de réduire les taux d'atteinte et d'augmenter les chances de survie.

Dans ce cadre, le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, Pr Adda Bounedjar, a indiqué, à l'APS, que l'Algérie recense plus de 55 000 cas de cancer par an, ce qui l'a amenée à renforcer ses efforts pour faire face à cette maladie. Soulignant l'importance du diagnostic précoce pour préserver la vie du malade, le Pr Bounedjar a souligné que grâce aux efforts considérables déployés, l'Algérie a réussi à atteindre un taux de 50% de dépistage au premier stade de la maladie et ambitionne d'atteindre 60% en 2030, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui considère que l'efficacité de tout programme dépend du diagnostic précoce, des délais de prise en charge et de l'examen du cas par au moins 3 médecins spécialistes. Le Pr Bounedjar a fait observer également que le taux de diagnostic du cancer du sein à un stade avancé était estimé à 40 % en 2000, contre 18 % actuellement, ce qui constitue un indicateur positif à l'actif de l'Algérie, qui œuvre à réduire ce taux à moins de 10 %, précisant que l'âge moyen d'atteinte est passé de 47 à 52 ans.

Parallèlement, la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer repose sur la prévention en tant que pilier fondamental pour éviter la maladie. Celle-ci englobe la réduction de l'obésité, la lutte contre le tabagisme, l'amélioration de l'activité physique, une alimentation saine, en sus de la vaccination contre les cancers induits par le papillomavirus humain, à l'instar du cancer du col de l'utérus.

APS

RAMADHAN 2026

Lancement de marchés de proximités dans 69 wilayas dès la semaine prochaine

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé, lundi à Alger, une réunion de coordination avec les représentants de plusieurs organisations, organismes et entreprises économiques, consacrée aux derniers préparatifs en prévision du mois sacré de Ramadhan, indique un communiqué du ministère. La réunion a vu la participation des présidents et des représentants du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), de l'Association des producteurs algériens de boissons, de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), du Club des entrepreneurs et industriels (CEI), de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), outre les présidents et les directeurs des groupes économiques publics, en présence des cadres du ministère et des responsables des instances sous tutelles, précise la même source. Au cours de la réunion, il a été convenu d'une participation active des opérateurs économiques et des groupes publics aux marchés de proximité, dont le lancement est prévu dans les 69 wilayas à partir de la semaine prochaine, dans le but de rapprocher les produits des citoyens et de renforcer leur abondance, garantissant ainsi la stabilité du marché durant cette période.
Dans ce sillage, la ministre a salué l'adhésion des opérateurs économiques aux initiatives pour la baisse des prix à l'occasion du moi sacré de Ramadhan, estimant que ces démarches témoignent d'une responsabilité sociale et contribuent au soutien de la stabilité du marché et au renforcement du pouvoir d'achat du citoyen, conclut le communiqué.

BANQUE AFRICAINE DE L'ÉNERGIE

L'Algérie prend part à une importante réunion à Abuja

Représentant le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le Secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, Miloud Medjelled, a participé, lundi à Abuja (Nigeria), aux travaux de la réunion relative au processus d'activation de la Banque africaine de l'énergie (BAE), indique un communiqué du ministère. Le Secrétaire général était accompagné d'une délégation composée du représentant de l'Algérie au sein de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), et de cadres du ministère des Hydrocarbures et du Groupe Sonatrach, ajoute la même source. Cette participation intervient en marge des travaux de la 9e édition du Salon et de la Conférence internationale sur l'Energie du Nigéria (NIES 2026), qui se tient du 2 au 5 février, selon le texte. La réunion a été l'occasion d'échanger les vues sur les mécanismes opérationnels visant à accélérer l'activation de la BAE, et à renforcer son rôle dans le financement des projets énergétiques en Afrique, en vue de contribuer à la réalisation du développement durable et de renforcer la coopération régionale dans ce secteur stratégique, souligne le communiqué.
En marge de cet évènement, la délégation algérienne a visité le nouveau siège de la BAE, où elle s'est enquise de ses installations et structures organisationnelles devant accueillir les activités de la banque à l'avenir.
Cette participation témoigne de l'engagement de l'Algérie à soutenir les initiatives africaines visant à renforcer l'intégration énergétique, à promouvoir l'investissement et à développer des solutions de financement innovantes au service du développement durable du continent africain.

R N.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Le massif de Collo classé parc naturel

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a annoncé, lundi à Skikda, la classification du massif de Collo en tant que parc naturel, dans le cadre de la protection de la biodiversité dans cette région.
La ministre a évoqué, lors d'une visite de travail à Skikda, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des zones humides (2 février) sous le slogan "Zones humides, authenticité, diversité et développement", les caractéristiques naturelles et environnementales de ce site qui couvre une superficie de 50.000 hectares entre zone terrestre et maritime.
Ce parc naturel est d'autant plus utile à la population locale qu'il lui permet de pratiquer diverses activités économiques et agricoles tout en protégeant les écosystèmes, a-t-on indiqué.
Mme Krikou s'est également rendue à la zone humide du barrage de Beni Zid où elle a écouté un exposé sur le parc naturel s'étendant de Cap Bougaroun à Oued Zhor. Les efforts déployés pour protéger ces zones à haute valeur environnementale et leur rôle important dans la préservation de la biodiversité et le développement durable ont été mis en avant à l'adresse de la ministre qui a supervisé, in situ, une opération de reforestation symbolique. Mme Krikou avait entamé sa visite dans la commune de Salah-Bouchaour où elle a visité une coopérative féminine spécialisée dans la production de miel naturel et de ses dérivés.
Elle a pris connaissance de ces activités et de leur rôle dans la valorisation du produit local et la promotion des initiatives environnementales à dimension économique. Elle s'est ensuite rendue dans la commune de Collo où elle a visité une exposition des "coopératives vertes" organisée au complexe sportif de proximité, et mettant en lumière différentes initiatives locales visant à valoriser les ressources naturelles, la biodiversité et à protéger les zones humides.
Dans la commune de Beni Zid, la ministre a visité le Club environnemental de l'école primaire Hassan-Boudjaâra où des explications ont été fournies sur les différentes activités éducatives et de sensibilisation organisées par le club au profit des élèves, afin d'enraciner une culture environnementale chez les jeunes et d'encourager les "comportements écologiques positifs" en milieu scolaire. Elle a annoncé, à cette occasion, la création de 60 clubs environnementaux dans plusieurs établissements scolaires de la wilaya de Skikda.

Agence

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Lancement du projet de mise en place d'un système d'alerte précoce à Bejaia

Le projet de mise en place d'un système d'alerte précoce aux feux de forêt a été lancé dans la wilaya de Bejaia, retenue comme site pilote de ce dispositif qui est conçu dans le cadre d'un partenariat entre l'Algérie et la Banque mondiale.
La réunion de lancement de ce projet, intitulé «assistance technique relative au développement d'un système d'alerte rapide pour les feux de forêt en Algérie», s'est tenue hier lundi au siège de la wilaya, en présence de la délégation nationale aux risques majeurs (DNRM), du représentant de la Banque mondiale, de la direction générale des forêts (DGF), des autorités locales et de plusieurs organismes publics impliqués dans la lutte contre les feux de forêt.
M. Abdelhamid Afra, délégué national aux risques majeurs, a souligné à l'issue de la réunion, que le choix de Bejaia comme wilaya pilote de ce projet qui consiste en l'installation 'équipements modernes d'alerte, reposait sur «sa grande expérience en matière de prévention et d'intervention pour lutter contre les incendies de forêt».
Il a ajouté que ce système d'alerte précoce aux feux de forêt sera étendu à l'ensemble des wilayas du pays et qu'il couvrira aussi d'autres risques, tels que les inondations et les tremblements de terre.
Ce projet fait suite à l'appel lancé par l'organisation des Nations Unies en 2023 qui préconisait «la mise en place de systèmes d'alerte précoce dans le but de réduire les risques de catastrophes», a-t-il indiqué.
Le représentant de la Banque mondiale, Philippe Dardel, spécialiste principal en environnement, a quant à lui déclaré que l'objectif opérationnel de ce projet était «d'améliorer de manière substantielle la lutte contre les feux de forêt en Algérie». Il a également insisté sur l'appui de la Banque mondiale pour la mise en place d'un système d'alerte «efficace».

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 03 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Février 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	67	75	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	87	103	71	الطماطم	
	Oignon sec	72	80	64	البصل الجاف	
	Ail sec	829	902	757	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	79	الجزر	
	Navet	104	116	91	اللفت	
	Choux fleur	78	88	68	قرنبيط	
	Choux	85	96	74	الكرنب	
	Courgette	118	132	103	الكوسة	
	Haricot vert	336	364	308	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	148	164	133	الخس	
Fruits frais	Mandarine	177	212	143	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	148	186	109	البرتقال	
	Citron	149	171	126	الليمون	
	Pomme locale	399	478	319	التفاح المحلي	
	Datte	519	641	396	التمر	
	Banane	487	512	462	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1915	2063	1767	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	340	354	326	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	1,88	-15,96	6,09	10,14	6636	2 289 420,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	-0,20	-0,78	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2290,00	-0,22	-0,29	1,00	10,92	5,46	2155	4 934 950,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,55	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,10	3,97	5,00	0	0,00

PR. ALI DAOUDI, AGROÉCONOMISTE ET ENSEIGNANT-CHERCHEUR AU QUOTIDIEN « LES ENJEUX ECO »

«Il faut adapter la céréaliculture aux spécificités de chaque territoire»

La céréaliculture est un pilier stratégique de l'agriculture en Algérie, confrontée à des déficits structurels et à une forte variabilité climatique. Dans cet entretien accordé au quotidien « Les Enjeux Eco», Pr. Ali Daoudi, agroéconomiste et enseignant-chercheur à l'ENSA, a expliqué que le véritable défi n'est plus seulement d'augmenter les rendements des céréales, mais de les stabiliser, en adaptant les pratiques agricoles aux spécificités de chaque territoire et en structurant la profession agricole. Il a souligné également le rôle clé de la recherche agronomique, la nécessité de l'irrigation d'appoint, le développement de la céréaliculture dans le Sud, ainsi que l'importance de partenariats étrangers assortis de transferts technologiques durables.

1ère partie

Propos recueillis par Zahir Radji

Vous avez longuement travaillé sur les cultures céréalières pluviales en Algérie. Quel est aujourd'hui leur poids réel dans l'agriculture nationale ?

La céréaliculture pluviale représente l'ossature historique de l'agriculture algérienne. Elle couvre environ 6 millions d'hectares, sur un total estimé à 9 millions d'hectares de terres arables. Toutefois, ces superficies ne sont pas toutes cultivées chaque année. Le système repose sur l'alternance entre mise en culture et jachère : en moyenne, seuls 3 millions d'hectares sont emblavés annuellement, entre blé dur, blé tendre, orge et avoine, tandis que les autres sont laissés en jachère, sous différentes formes. Cette agriculture est concentrée dans le nord du pays et conduite à plus de 90 % en pluvial, ce qui la rend particulièrement vulnérable aux aléas climatiques.

L'Algérie, historiquement, est un pays qui a un climat méditerranéen où la variabilité interannuelle du climat est une donnée structurelle. Ce n'est pas nouveau, ça a toujours été comme ça. En revanche, avec le changement climatique, les phénomènes extrêmes sont en train de s'exacerber, notamment la prolongation et la récurrence des périodes de sécheresse, ainsi que l'émergence de nouveaux phénomènes extrêmes, tels que des pics de chaleur survenant à des stades végétatifs sensibles des plantes, ou encore des épisodes de froid intense, ce qui perturbe profondément le cycle de conduite des cultures céréalières. Ces phénomènes perturbent profondément la conduite des cultures. Sur les 25 dernières années, on observe certes une amélioration des rendements moyens, passés d'environ 7 quintaux par hectare à près de 15 quintaux. Par contre, ce qu'on a échoué à faire, c'est de réduire la variabilité du rendement ou de la production interannuelle. Donc, d'une année à une autre, la production varie énormément, et donc ça crée une source d'instabilité sur un secteur qui est stratégique pour l'Algérie.

Et donc ça fait que nous avons non seulement un déficit structurel, c'est-à-dire non seulement la production céréalière n'est pas à la hauteur de la demande, elle est très loin de la demande, elle ne représente que 30 à 35 % de la demande nationale, mais ça varie d'une année à une autre d'une manière structurellement importante.

Devant cette situation, ça met l'État devant l'obligation de recourir à l'importation. Et donc, si on fait le bilan de la politique publique, l'État encourage les agriculteurs à travers le soutien au prix (minimum garanti), en facilitant l'accès au crédit et en subventionnant les intrants. Il y a également une défaillance en termes d'assurance : il n'y a pas une assurance qui couvre contre les sécheresses. Une réflexion a été engagée, dont j'espère qu'elle va aboutir. Actuellement, on a un fonds de garantie contre les calamités naturelles, mais dans les mesures d'action, pour l'actionner, c'est un peu compliqué aujourd'hui. On a de l'action dans certaines conditions qui sont très restrictives, alors qu'il faut peut-être les revoir pour le rendre un peu plus régionalisé, etc.

Pendant des années, l'Etat a mis en place des politiques pour soutenir les agriculteurs et l'augmentation de la production afin de réduire le recours aux importations. Quel bilan en dressez-vous?

Le problème de toutes les politiques publiques sur les 20 dernières années, c'est qu'elles ont ciblé un seul objectif : intensifier et augmenter le rendement. Les objectifs sont plus ou moins atteints, par contre ce qu'on n'a pas assez fait, c'est réfléchir à comment stabiliser le rendement. C'est ça que je considère, moi, comme étant la faiblesse des politiques d'aujourd'hui. On a beaucoup fait pour augmenter le rendement. Lorsque les bonnes années sont là, lorsque les conditions climatiques sont favorables, les rendements, effectivement, sont bons. L'année dernière, par exemple, j'ai vu des agriculteurs qui ont des rendements très intéressants et qui font du 45 en pluvial, du 50 en pluvial dans certaines régions favorables de l'est du pays.

Mais comme les bonnes années climatiques pluviométriques sont rares et que les années plutôt mauvaises sont plus fréquentes, il faudrait qu'on agisse sur comment garantir un minimum de rendement, donc stabiliser les valeurs minimales. Stabiliser et augmenter les valeurs minimales plutôt que de cibler l'augmentation des valeurs maximales. Et donc il y a des mesures spécifiques qu'on devait intégrer dans les politiques publiques pour justement réduire, lisser la courbe des rendements, lisser la courbe de la production et réduire la variabilité des minimales et augmenter les valeurs minimales. Et sur ça, c'est par exemple agir sur les retenues collinaires pour mobiliser l'eau superficielle pour l'irrigation d'appoint ; là aussi, il n'y a pas de ressources souterraines. Agir sur des pratiques agricoles innovantes qui ne sont pas aujourd'hui promues dans le modèle technique dominant, comme par exemple la conservation des sols pour améliorer leur rétention, et travailler explicitement sur des variétés qui résistent beaucoup à la sécheresse, et donc agir sur des variables, sur des facteurs qui permettent d'obtenir des rendements bons lorsque les années sont mauvaises. C'est un peu ça. Alors c'est plus ou moins pris en charge, mais pas d'une manière cohérente dans le cadre d'une stratégie bien étudiée, avec des leviers complémentaires qui garantissent le lissage par le bas de la courbe de la production.

Donc pour la céréaliculture pluviale du Nord, c'est ça ce qu'il nous manque, et je pense qu'il est urgent aujourd'hui d'aller vers ça. Après, il n'y a pas de solution miracle, c'est-à-dire que les 4 ou 5 leviers dont je viens de parler doivent être ajustés d'un territoire à un autre. Dans les territoires, par exemple, de l'est du Nord, la variabilité est un peu moindre, par contre il y a des problèmes de pente, donc il faut agir plutôt sur les réseaux du sol, etc. Et donc, d'un territoire à un autre, il faut ajuster, en apportant des solutions techniques qui réduisent la variabilité du rendement lorsque les années sont mauvaises, mais ces itinéraires techniques doivent être produits territoire par territoire. Il n'y a pas un seul itinéraire technique standard que tout le monde doit appliquer, ça ne marchera pas. Il faut ajuster les itinéraires techniques pour chaque région, chaque sous-région, pour proposer des solutions adaptées aux agriculteurs.

Quel rôle concret la recherche agronomique peut-elle jouer dans l'adaptation des pratiques agricoles aux spécificités de chaque territoire ?

Le rôle de la recherche c'est justement de sortir des stations expérimentales de recherche où on travaille en théorie pour obtenir, pour optimiser dans des conditions optimales et on va aller produire des itinéraires techniques dans chacun des territoires.

Les institutions de recherche doivent revenir à la nature même des sciences agronomiques qui est une science des territoires, c'est à dire vraiment travailler sur la longue durée, sur la région de Sétif Nord, sur la région de Sétif Sud et produire des itinéraires techniques spécifiés pour ces régions. Pour le Constantinois, pour Tiaret, la partie nord, chaque sous-région a besoin d'un itinéraire spécifique.

Mais ça ne peut se faire que par la conjonction de deux variables. Bien sûr la recherche doit se remettre en cause et doit se restructurer pour répondre à un tel besoin, mais essentiellement ce type de recherche ne peut fonctionner que s'il y a une profession agricole qui demande et qui accueille cette recherche.

Ce n'est pas de la recherche académique publique, c'est de la recherche participative qu'il faut faire avec de la profession, des agriculteurs locaux organisés en coopératives structurées, organisés en associations qui accueillent cette recherche et qui font de la recherche avec les chercheurs pour adapter eux-mêmes leurs pratiques.

Il ne faut pas s'attendre que des chercheurs viennent des universités pour produire des solutions et repartent. Il faudrait que ce soit des acteurs locaux qui vont solliciter la recherche et aider nous à trouver des solutions à nos problèmes et qui travaillent avec eux sur la longue durée, sur 10-15 ans, pour produire des solutions adaptées. C'est jouable, ce n'est pas impossible cette histoire. Et donc le rôle de la recherche est fondamental, mais seuls ils ne feront rien, il faudrait que la profession se structure, s'organise et qu'il leur fasse appel.

Comment peut-on concilier la nécessité d'irrigation pour améliorer la production agricole avec la réalité du manque d'eau dans certaines régions du Nord de l'Algérie ?

Depuis des années qu'on parle de l'irrigation d'appoint comme une solution. En théorie, c'est une excellente solution, sauf qu'une grande partie, 80 % des territoires du Nord, où on dit qu'il faut faire de l'irrigation d'appoint, ne disposent pas d'eau. S'ils avaient de l'eau, ils l'auraient fait sans qu'on leur dise. Le problème, c'est qu'ils ne disposent pas de cette ressource. Alors, là où il y a moyen de ramener de l'eau à travers les transferts des barrages, il faut le faire. Là où il y a moyen de construire des retenues collinaires pour mobiliser temporairement les eaux superficielles, il faut le faire. Mais là où il n'y a pas moyen, il n'y a que des solutions agronomiques de rechange, c'est-à-dire améliorer la qualité du sol, la vie dans le sol, pour améliorer la capacité de rétention du sol et sélectionner les variétés qui résistent dans ces conditions. Peu d'eau, des sols qui retiennent le peu d'eau qu'il y a et des semences qui résistent à ces conditions.

(A suivre)

TIZI-OUZOU

Le barrage de Sidi Khelifa affiche un taux d'avancement de plus de 40%

Le projet de réalisation du barrage de Sidi Khelifa situé dans la commune d'Ait Chafaa au nord-est de Tizi-Ouzou a atteint un taux d'avancement de 40%, à-on appris lundi auprès des services de la wilaya.
Le projet qui a fait récemment l'objet d'une visite d'inspection du wali, Aboubakr Esseddik Boucetta, a constaté la progression des travaux qui ont atteint un taux d'avancement de 40%, selon les explications qui lui ont été fournies sur site, à-on indiquées de même source.
Cette infrastructure hydraulique qui permettra d'emmagasiner les eaux provenant de l'oued Sidi Ahmed Youcef, est destinée à l'alimentation en eau potable des habitants de 21 communes notamment de la zone nord côtière de la wilaya.
Lors de la même visite, le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur l'impératif de renforcer le chantier en moyens humains et matériels afin de lancer rapidement les travaux de construction de la digue principale du barrage, selon les services de la wilaya.
Le barrage de Sidi Khelifa est doté d'une capacité de stockage de 21,8 millions de m3, dont 17,2 millions de m3 destinés à l'alimentation en eau potable et 4,4 millions de m3 à l'irrigation, selon la direction des ressources en eau.
Le projet a été doté d'une enveloppe financière de 9,350 milliards de DA pour sa réalisation.
Agence

DJANET

Grande opération de maintenance du réseau électrique avant l'été

Une vaste opération de maintenance de près de 850 km de réseau électrique a été réalisée dans la wilaya de Djanet, en prévision de la saison estivale, à-on informé lundi de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
Retenue dans le cadre du programme proactif de la direction générale de Sonelgaz, cette opération a touché 224 transformateurs et trois centrales électriques, a précisé la même source.
Des interventions sur les ouvrages ont également été effectuées afin d'assurer un bon approvisionnement en énergie électrique, notamment dans les communes de Djanet et Bordj El-Haoues, ainsi que les localités de Tin-Alkoum, Arikine et Ihérir, at-on ajouté.
D'importants moyens humains et matériels, dont des équipes techniques spécialisées sur place des wilayas d'El-Oued et de Sétif, ont été mobilisés pour la réussite de cette opération qui s'est déroulée sur 21 jours.
Cette mission a pour objectif de garantir la continuité et la qualité du service, de répondre à la demande croissante et d'éviter les coupures de courant, à-t-on indiqué

APS

ANNABA

5e édition du Salon national de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie de la connaissance

La wilaya d'Annaba s'apprête à devenir, à partir de jeudi prochain, un carrefour national de l'innovation et de la réflexion économique à l'occasion de la 5e édition du Salon national de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie de la connaissance. Placée sous le slogan évocateur « Conçoit l'avenir », cette manifestation de trois jours réunira plus de 100 exposants, comprenant des startups, de grandes entreprises technologiques, des institutions de formation et des acteurs de l'écosystème entrepreneurial, ont annoncé lundi les organisateurs.

Synthèse Rédaction régionale

Lors d'une conférence de presse animée à Annaba, le commissaire du salon, Hamza Kermiche, a souligné que cette édition se distingue par la richesse de son programme technique et économique. Organisé sous l'égide du ministère de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels ainsi que du Haut-Commissariat à la numérisation, l'événement bénéficie également du soutien des autorités locales. Son objectif central est d'accompagner la transition numérique des secteurs stratégiques et de renforcer les passerelles entre l'université, l'innovation et le marché de l'emploi.
Le salon sera structuré autour de trois grands séminaires techniques consacrés respectivement à la technologie de la santé, à l'enseignement et à l'agriculture. Ces thématiques s'inscrivent pleinement dans les orientations nationales visant à consolider la souveraineté numérique et alimentaire du pays. À travers ces axes, les organisateurs entendent promouvoir des solutions innovantes capables de répondre aux défis actuels, tout en favorisant l'émergence de modèles économiques durables.
La manifestation réunira un large éventail d'acteurs, allant des entreprises innovantes aux institutions financières, en passant par les incubateurs universitaires et les structures d'accompagnement. Des experts internationaux, notamment de Grande-Bretagne et d'Allemagne, ainsi que des compétences nationales issues des universités d'Annaba, de Guelma et d'El Tarf, animeront des conférences et des rencontres scientifiques. Ces échanges porteront notamment sur les applications de l'intelligence artificielle dans les domaines de la santé, de la médecine à distance, ainsi que sur les systèmes agricoles de précision et les technologies éducatives.
Une attention particulière sera accordée aux jeunes innovateurs et aux créateurs de contenu numérique à travers l'organisation du concours intitulé « L'homme contre l'intelligence artificielle ». Cette initiative vise à stimuler la créativité, encourager l'usage responsable des technologies numériques et valoriser les talents émergents dans le domaine de l'économie de la connaissance.
Par ailleurs, des ateliers de travail réunissant des directeurs d'incubateurs universitaires, des représentants du secteur économique et des experts en financement sont programmés. Ces rencontres auront pour objectif d'explorer les mécanismes d'accompagnement des startups, notamment lors des phases cruciales de financement, de maturation des projets et de commercialisation. L'École nationale supérieure de technologie et d'ingénierie prendra part à ces échanges, renforçant ainsi la dimension académique et pratique de l'événement.
S'agissant de l'affluence attendue, M. Kermiche a indiqué que la plateforme numérique du salon a déjà enregistré plus de 10 000 inscriptions. Un chiffre qui, selon lui, témoigne de l'intérêt croissant de la communauté professionnelle, universitaire et entrepreneuriale pour les enjeux liés à l'entrepreneuriat, à l'innovation et à l'économie numérique en Algérie.

ILLIZI

Quatre nouvelles lignes de transport urbain au chef-lieu de wilaya

Le réseau de transport urbain dans la commune chef-lieu de wilaya d'Illizi a été renforcé par quatre (4) nouvelles dessertes, conformément aux instructions du wali d'Illizi, Ahcène Kheldi, visant à améliorer les prestations de transport, et ce, en coordination avec la direction des transports de la wilaya, selon un communiqué de l'entreprise publique de transport urbain et suburbain.
Selon la même source, il a été décidé, après la fin des travaux de réparation des bus, à l'ouverture de ces nouvelles lignes, avec une rotation toutes les heures, dans le cadre d'une démarche visant à améliorer les conditions de mobilité des citoyens et à répondre aux préoccupations des habitants des différents quartiers.
Les itinéraires de ces nouvelles dessertes dépendent, pour la première, de la gare routière à la wilaya via par le quartier Essalam, tandis que la deuxième ligne part du quartier Tikanouine vers le siège de la commune en passant par le quartier El-Wasset. La troisième ligne relie le quartier Errimel au siège de la daira via le quartier Tassili, et la quatrième le quartier de Tin-Tourha vers le quartier El-Wasset en passant par celui de Bouslah.
L'opération entre dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à améliorer le service public et garantir une mobilité confortable et régulière au citoyen, indique l'entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Illizi, soulignant que ses portes restent ouvertes pour recevoir d'éventuelles suggestions tendant à améliorer davantage le réseau de transport urbain

APS

CHLEF

Plus de 5.000 logements raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz en 2025

Les équipes techniques de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Chlef ont raccordé plus de 5.000 logements aux réseaux électriques et gaziers au cours de l'année 2025, indique lundi un communiqué de cette direction.
La même source a ajouté que dans le cadre des orientations des autorités supérieures du pays visant à raccorder les quartiers et ensembles d'habitations au gaz et à l'électricité, ainsi qu'à améliorer la couverture et les services, 1.749 logements ont été raccordés au réseau électrique et 3.344 au gaz.
Le communiqué précise que grâce à ce raccordement, le réseau électrique (basse et moyenne tension) a été porté à près de 11.000 km de long, tandis que le réseau de distribution de gaz a dépassé 4.000 km. Concernant les zones rurales, 13 localités de la wilaya ont été raccordées, dont Ouled Taher (commune de Boukadir) avec 1.777 logements raccordés au gaz naturel pour une enveloppe de près de 190 millions de DA. Par ailleurs, douze (12) localités reculées ont été raccordées au réseau électrique, parmi lesquelles Bokaate Sakaka Beni Ouadern (commune de Sendjas), la cité Hamri et Bokaate Chekalil (commune d'El Karimia), ainsi que la cité Chahid Ziane Ahmed (commune d'Ain Mrane), pour une enveloppe globale de 260 millions de DA, dégagée sur le budget de la wilaya.
Toujours dans le cadre de l'accompagnement des projets de logements, en 2025, la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Chlef a également souligné le raccordement à l'électricité et au gaz de 600 logements pertinents de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), en plus de 100 logements AADL et de 867 autres logements de la formule de logement promotionnel aidé (LPA)

R.R.

« CES 2026 : les empereurs versus les barbares »

Le CES 2026 n'a pas été un simple salon de gadgets, mais un véritable champ de bataille stratégique.

Par Xavier Dalloz,
Président de XD Consulting (*)

Derrière les stands spectaculaires, les keynotes scénarisées et les annonces de produits grand public, s'est joué un affrontement plus profond : la course au contrôle des infrastructures qui rendront possibles les innovations à venir. Les objets mis en scène ne sont que la partie visible d'un mouvement de fond beaucoup plus structurant.

Car derrière les écrans pliables, les frigos intelligents ou les humanoïdes photogéniques, un basculement historique est en cours : l'intelligence artificielle devient une infrastructure critique, au même titre que l'énergie, les télécommunications ou les transports. Elle n'est plus un simple avantage concurrentiel ni un « plus produit », mais une couche de base indispensable au fonctionnement des économies, des industries et des services publics. Celui qui maîtrise cette couche ne se contente pas d'aller plus vite : il façonne la trajectoire économique, industrielle et géopolitique des sociétés en déterminant quels usages émergent, à quel coût et sous quelles conditions.

Cette transformation se lit à travers une opposition structurante qui traverse tout le salon : celle des « empereurs » et des « barbares ». Au-delà du clivage grands groupes / startups, elle met en lumière deux visions du pouvoir technologique.

Les empereurs sont les acteurs qui contrôlent architectures, données et plateformes : hyperscalers du cloud, fabricants de puces, grands intégrateurs. Ils construisent l'« infrastructure des infrastructures » : centres de calcul massifs, réseaux à très haut débit, modèles de fondation, couches logicielles structurantes. En fixant standards, interfaces et formats de données, ils imposent les règles du jeu et captent une part croissante de la valeur.

Face à eux, les barbares incarnent une innovation plus ciblée, plus agile, souvent plus proche des besoins humains. Ils développent des usages précis : redonner de l'autonomie à des personnes handicapées via des interfaces neuronales, éviter des chirurgies pédiatriques grâce à des dispositifs médicaux ludiques à domicile, rendre des robots, des micro-réseaux énergétiques ou des plateformes logistiques réellement autonomes. Leur impact est fort à l'échelle individuelle ou sectorielle, mais la hiérarchie s'est déplacée : la valeur se concentre désormais chez ceux qui orchestrent des systèmes autonomes à grande échelle plutôt que chez ceux qui ajoutent une fonction à un produit isolé.

Le CES 2026 consacre également une mutation clé : le passage d'une IA centralisée à une IA distribuée, portée par l'Edge AI et des puces spécialisées (NPU, TPU, ASIC, architectures neuromorphiques). Le calcul quitte les seuls data centers pour se rapprocher des lieux d'action. Smartphones, capteurs industriels, machines-outils, drones, véhicules embarquent des capacités locales d'analyse et de décision, limitant la dépendance permanente au cloud. Cette décentralisation répond à des impératifs de temps réel, de résilience, de souveraineté des données et de sobriété énergétique.

Parallèlement, l'IA quitte les écrans pour coloniser le monde physique. Usines, villes intelligentes, bâtiments, réseaux énergétiques, plateformes logistiques deviennent des systèmes cyber-physiques où le numérique perçoit, anticipe et pilote le réel en continu. L'IA se mue en intelligence ambiante, diffuse, souvent invisible pour l'utilisateur, mais décisive pour la performance globale, la sécurité et l'empreinte environnementale.

Ce basculement marque la fin d'une époque où l'IA servait surtout d'argument marketing. Au CES 2026, elle disparaît du discours commercial précisément parce qu'elle est devenue une évidence. Elle n'est plus un différenciateur, mais une condition de fonctionnement du réel, au même titre que la connectivité ou l'automatisation. La question n'est plus de savoir si l'on utilise l'IA, mais comment, où, avec quel niveau de gouvernance, de transparence, de contrôle humain et de responsabilité.

En toile de fond, se dessine l'émergence d'une nouvelle couche civilisationnelle : une intelligence distribuée, intégrée au monde physique, opérant en temps réel et à grande échelle. Elle redéfinit les chaînes de valeur, les rapports à l'énergie, au travail, à la décision et à la souveraineté. Pour l'Europe et la France, le message est clair : la souveraineté numérique fait désormais partie intégrante de la souveraineté tout court. Sans maîtrise du calcul, des données, des modèles et des infrastructures matérielles décarbonées, un pays devient dépendant pour sa défense, sa santé, son industrie et sa recherche. L'« IA souveraine » doit être pensée comme une capacité opérationnelle fondée sur quatre piliers : puissance de calcul, gouvernance des données, maîtrise des modèles, infrastructures physiques résilientes.

Le CES souligne enfin la nécessité de repenser la relation aux géants technologiques. Les considérer comme de simples fournisseurs, c'est accepter une dépendance structurelle. L'enjeu est de construire des partenariats structurants : architectures modulaires, réversibilité, auditabilité, co-développements qui renforcent les capacités locales. Il ne s'agit plus d'externaliser l'intelligence du système, mais de garder la main sur l'architecture et la trajectoire de long terme d'infrastructures qui conditionnent désormais le fonctionnement même de nos sociétés.

(*) Xavier Dalloz dirige depuis plus de trente ans le cabinet Xavier Dalloz Consulting (XDC), spécialisé dans le conseil stratégique sur l'intégration des technologies émergentes afin d'offrir aux entreprises un véritable avantage concurrentiel. Il est également directeur de la communication de la CMAI, la plus grande association professionnelle du numérique en Inde, qui regroupe plus de 48 500 membres.

Source : La Tribune.fr, publié le

Pourquoi l'enlèvement de Nicolás Maduro par Donald Trump fait les affaires de l'Inde

Par Thomas Messias

La redistribution des cartes sur le marché pétrolier devrait permettre à New Delhi de se remettre enfin des conséquences de l'invasion russe en Ukraine.

Une nation pourrait tout particulièrement se frotter les mains après l'intervention américaine au Venezuela, qui a entraîné l'enlèvement du président Nicolás Maduro et de son épouse, mais aussi permis à Washington de prendre le contrôle des ressources énergétiques du pays sud-américain. Comme l'indique le Financial Times, l'Inde est en effet bien placée pour tirer profit du récent changement de dynamique de la scène pétrolière.

Les raffineurs indiens ont ainsi pu retrouver l'accès aux plus importantes réserves de pétrole brut au monde, qu'ils avaient largement cessé d'acheter en raison des sanctions américaines. Une reprise des flux pétroliers interviendrait à point nommé pour l'industrie pétrolière indienne, bien en peine de trouver des alternatives au pétrole brut russe, soumis à des sanctions.

Dans les starting-blocks

Pour rappel, le président des États-Unis avait accusé l'Inde, qui importe environ 90% de son pétrole brut, de contribuer au financement de la machine de guerre russe en Ukraine et lui a imposé un droit de douane punitif de 25% sur ces importations. Les négociations sur un accord commercial entre les États-Unis et l'Inde sont également au point mort.

Bien que l'approvisionnement en pétrole vénézuélien puisse connaître des incertitudes à court terme, «les raffineurs indiens connaissent très bien le pétrole brut vénézuélien et seraient disposés à en acheter à nouveau dès que les conditions seront favorables», déclare Premasish Das, responsable de la recherche sur le pétrole brut et les carburants chez S&P Global pour l'Eurasie, l'Afrique et le Moyen-Orient.

«Les investissements de l'Inde dans l'énergie au Venezuela ne feront que croître et notre avenir énergétique sera de plus en plus lié à l'Inde», avait déclaré Nicolás Maduro en février 2025, à l'occasion de la conférence India Energy Week. Après le transfert du président vénézuélien vers New York, le gouvernement indien affirme considérer que «les récents développements au Venezuela sont une source de profonde préoccupation», sans s'attarder davantage sur le sujet.

«Le pétrole brut vénézuélien pourrait potentiellement apporter une aide marginale, mais ce n'est pas une solution miracle», commente Sumit Ritolia, analyste principal chez le fournisseur de données Kpler. Le pétrole vénézuélien «est très lourd et seules quelques raffineries indiennes peuvent le traiter efficacement, explique-t-il. Les volumes seraient donc limités.» De son côté, le mercredi 7 janvier, l'administration Trump faisait savoir qu'elle chercherait «indéfiniment» à encadrer les ventes de pétrole vénézuélien.

Source : Slate.fr, publié le 15 janavier 2026

TUNISIE

Voltalia sécurise un projet solaire de 132 MW dans la région de Gabès

Dans un contexte de forte dépendance au gaz importé et de croissance soutenue de la demande électrique, la Tunisie poursuit l'élargissement de son portefeuille de projets solaires, en s'appuyant sur les investissements privés pour accélérer sa transition énergétique.
Voltalia, acteur international des énergies renouvelables, a annoncé le jeudi 29 janvier avoir été retenu par l'État tunisien pour développer un nouveau projet solaire de 132 MW, baptisé Wadi, dans la région de Gabès, au sud-est de la Tunisie. Ce projet s'ajoute à ceux de Sagdoud (mai 2024) et de Menzel Habib (décembre 2024). Avec Wadi, la capacité totale des projets solaires de Voltalia appelés à entrer en construction dans le pays atteint près de 400 MW. Situé à proximité du site de Menzel Habib, le projet Wadi doit bénéficier de synergies opérationnelles, notamment par la mutualisation des coûts liés à la construction, au transport et à la maintenance. La construction est prévue pour 2027, avec une mise en service attendue en 2028. Selon Voltalia, la centrale produira une quantité d'électricité équivalente à la consommation d'environ 200 000 habitants et permettra d'éviter 120 000 tonnes de CO_2 par an. Aucune information n'a été communiquée concernant le coût du projet ni son mode de financement.
« Nous sommes très heureux d'avoir été sélectionnés pour ce nouveau projet en Tunisie. Cette étape renforce non seulement notre présence dans une région au fort potentiel solaire, mais elle nous permet aussi d'accompagner plus étroitement les ambitions énergétiques du pays », a déclaré Robert Klein, directeur général de Voltalia.
Ce projet s'inscrit dans une stratégie nationale visant à réduire la dépendance énergétique de la Tunisie. Selon un article de la Banque mondiale publié en janvier 2024, le pays dépend encore largement du gaz naturel importé pour produire son électricité, avec 48 % de ses besoins énergétiques importés en 2022, tandis que la demande électrique de pointe a progressé d'environ 5 % par an entre 2010 et 2022. La Banque mondiale estime par ailleurs le potentiel solaire et éolien tunisien à 320 GW, pour une demande nationale de pointe d'environ 5 GW. Cette dynamique et la volonté d'accélérer la diversification du mix sont soutenues par des réformes structurelles. Le 11 novembre 2025, la Banque mondiale a approuvé un financement de 430 millions USD pour le programme TEREG, destiné à moderniser le secteur électrique tunisien, renforcer la performance de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) et attirer les investissements privés. Ce programme vise notamment à mobiliser 2,8 milliards USD d'investissements privés pour ajouter 2,8 GW de capacités solaires et éoliennes d'ici 2028.

Agence

POUR ATTIRER LES IDE

L'Arabie saoudite déverrouille complètement son marché

Dans la continuité de sa stratégie misant sur l'ouverture du marché local pour attirer davantage d'IDE (investissements directs étrangers), l'Arabie saoudite a opté, dès ce début 2026, pour le déverrouillage de son marché financier.

C'est ce que vient d'annoncer la semaine précédente l'Autorité de régulation des marchés de capitaux, faisant état de la décision de la monarchie du Golfe d'ouvrir ses marchés financiers à tous les investisseurs étrangers à compter du début février prochain. Pour cela, les amendements de la réglementation régissant ce volet que l'instance saoudienne a proposés ont été approuvés, dont celui qui abroge la notion d'investisseur étranger qualifié, mettant fin ainsi à une règle qui réservait l'accès au marché des capitaux saoudien aux seuls investisseurs internationaux ayant un accès direct et régulier.
En conséquence, cette mesure permettra aux investisseurs de différents pays d'effectuer des transactions financières et d'investir directement sur le marché de capitaux du principal membre du CCG (Conseil de coopération du Golfe), tel que cela a été précisé par l'autorité en charge du marché financier du pays dans un communiqué. Dans cette optique, la même instance a exprimé son soutien total à toutes les entrées de capitaux en Arabie saoudite et sa disposition à œuvrer à l'amélioration du marché et la fluidité des transactions qui y seront opérées par tous les acteurs sans distinction entre les locaux et les étrangers.
L'Arabie saoudite, qui a déjà réalisé plus de la moitié de son plan économique visant à réduire sa dépendance au pétrole, s'efforce d'attirer les investisseurs étrangers, notamment en créant des fonds négociés en bourse avec des partenaires asiatiques au Japon et à Hong Kong.
L'année précédente, les autorités de régulation du marché financier local ont également décidé d'autoriser l'accès aux opérateurs étrangers, en leur permettant d'acquérir ou d'entrer dans le capital des sociétés cotées en Bourse possédant des biens immobiliers à travers tous les pays, y compris les villes saintes de La Mecque et Médine, sans opérer aucune modification des restrictions sur la propriété foncière directe.

L'actionnariat limité à 49%

A cet égard, suite à un rapport élaboré par l'Autorité de régulation des marchés financiers, selon lequel, elle a affirmé pouvoir recourir à l'assouplissement des règles limitant les prises de participation des investisseurs étrangers dans les sociétés cotées en bourse, les titres boursiers saoudiennes ont enregistrer un bond exceptionnel au mois de septembre de l'année dernière.
A titre indicatif, selon les données de l'instance saoudienne de gestion du marché financier, à la fin du troisième trimestre de l'année dernière, les investisseurs internationaux détiennent un volume de 590 milliards de riyals saoudiens, soit 157 milliards de dollars, sur le marché local de capitaux.

R.I.

EGYPTE

D'intenses efforts de réforme et de développement sont déployés

Les entreprises du ministère du Secteur public d'affaires ont fait ces derniers temps d'intenses efforts de réforme et de développement, a affirmé le ministre Mohamed Chimi.
Ces efforts ont compris la restructuration financière globale, le soutien aux capacités techniques et humaines, l'amélioration des systèmes de suivi et de gouvernance, le développement de méthodes de gestion et de mise en œuvre, contribuant directement à l'accélération d'achèvement des projets, à l'amélioration de la qualité de mise en œuvre et des normes en matière de sécurité et de santé au travail et de protection de l'environnement, a précisé Chimi.
Le ministre a prononcé ce discours lors de l'atelier organisé lundi par la Banque mondiale sur l'avenir du financement multilatéral du développement en Égypte et ses effets sur les contrats, l'embauche et la croissance économique.
Ces efforts ont permis d'accroître sensiblement le volume d'affaires, d'améliorer les performances financières et d'augmenter la rentabilité des entreprises, a-t-il noté, soulignant que les entités dont nous parlons aujourd'hui étaient des acteurs nationaux majeurs jouissant d'une longue histoire et d'une vaste expérience dans le secteur du BTP. Ces entreprises sont devenues des modèles de réussite en matière de développement institutionnel et participent activement à la mise en œuvre de nombreux projets d'envergure, a-t-il ajouté.
Chimi a également confirmé le rôle essentiel de ces entreprises dans la mise en œuvre des projets nationaux, notamment ceux de l'initiative nationale "Vie décente", qui représente un modèle de développement inédit visant à améliorer la qualité de vie de millions de citoyens et à fournir des infrastructures intégrées et des services complets, dans le cadre d'une vision nationale pour la formation du citoyen égyptien et la réalisation du développement équitable.

Agence

LIBYE

Tripoli prévoit d'augmenter ses exportations de gaz vers l'Europe d'ici 2030

La Libye prévoit d'accroître sa production de gaz naturel au cours des cinq prochaines années afin de disposer de volumes supplémentaires à exporter vers l'Europe d'ici début 2030, a déclaré mardi Massoud Suleman, président de la National Oil Corporation. Le pays envisage d'augmenter sa production de gaz jusqu'à près de 1 milliard de pieds cubes standards par jour et de lancer des forages pour le gaz de schiste au cours du second semestre de cette année, a indiqué Suleman aux délégués lors de la conférence LNG2026.
La Libye dispose de 80 billions de pieds cubes de réserves de gaz, réparties entre ressources conventionnelles et non conventionnelles, a-t-il ajouté.
Actuellement, le pays exporte un volume négligeable de gaz naturel via le gazoduc Greenstream, a précisé Suleman.
La Libye prévoit également d'annoncer les lauréats de son dernier appel d'offres le 11 février, a-t-il poursuivi. Environ 37 entreprises originaires d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord, du Moyen-Orient et d'Afrique ont participé, selon Suleman. Parmi elles figuraient Chevron, Eni, ConocoPhillips ainsi qu'un consortium incluant Repsol, a-t-il précisé.

R.I.

IMMOBILIER DE LUXE

Dubaï surpasse Londres et Paris

Dubaï intègre le Top 3 mondial de l'immobilier de prestige selon le BARNES City Index 2026, dépassant Londres et Paris. Une reconnaissance qui consacre l'émirat comme nouvelle référence internationale du marché haut de gamme.Longtemps perçue comme un marché spéculatif, Dubaï s'impose aujourd'hui comme une destination patrimoniale stable, portée par une stratégie d'attractivité assumée. Fiscalité avantageuse, infrastructures haut de gamme, sécurité juridique, qualité de vie et environnement pro-business constituent les piliers de ce succès.

Un modèle aligné avec les nouvelles attentes des investisseurs

La montée en puissance de Dubaï s'explique par sa capacité à répondre aux nouvelles priorités des acheteurs fortunés : mobilité internationale, optimisation fiscale, sécurité des investissements, services premium et cadre de vie.
Dans un contexte mondial marqué par l'instabilité économique et géopolitique, l'émirat apparaît comme une valeur refuge moderne, combinant rendement immobilier, stabilité politique et qualité des actifs. Le classement BARNES 2026 marque un possible changement d'équilibre structurel dans l'immobilier de luxe. Dubaï ne se positionne plus comme une alternative, mais comme une référence mondiale, capable de rivaliser durablement avec les capitales européennes historiques.

Agence

TANZANIE

La filière riz se renforce avec le lancement d'une rizerie de 40 millions $

La Tanzanie est le 4ème producteur africain de riz usiné après le Nigéria, l'Égypte et Madagascar. Autosuffisante depuis plusieurs années, le pays qui accueille de nouveaux projets industriels dans le secteur peut se renforcer à l'exportation.

En Tanzanie, une nouvelle rizerie vient d'entrer dans sa phase de production. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 31 janvier sur le site de l'Autorité des investissements et des zones économiques spéciales du pays (TISEZA).

D'un coût total estimé à plus de 100 milliards de shillings (39,56 millions $), l'unité implantée sur un site de 54 hectares dans le district de Kahama, est l'œuvre de la société locale KOM Food Products Ltd. Si la capacité de traitement dont elle dispose n'a pas été évoquée, la TISEZA précise toutefois qu'il s'agit de l'un des plus importants projets agro-industriels locaux du pays. Pour son approvisionnement en matière première, la rizerie compte principalement sur un réseau de producteurs locaux situé dans la région de Shinyanga pour soutenir ses activités.

« Au-delà de la production industrielle, le projet devrait renforcer les chaînes de valeur agricoles dans la région de Shinyanga en offrant un débouché stable pour le riz paddy produit par les petits exploitants. L'investissement s'inscrit dans la stratégie nationale visant à développer la transformation agroalimentaire, renforcer la sécurité alimentaire et capter davantage de valeur ajoutée dans le pays en internalisant davantage d'étapes de la chaîne, de la production agricole à la transformation et au conditionnement », souligne le communiqué.

Des ambitions affichées sur le segment des exportations

La Tanzanie est autosuffisante en riz usiné depuis plusieurs années et exporte son surplus de production dans la sous-région est-africaine. Les données compilées par le ministère de l'Agriculture montrent par exemple que la production locale s'est élevée en moyenne à 2,43 millions de tonnes par an entre les campagnes 2019/2020 et 2023/2024.

Sur la même période, les besoins du marché intérieur étaient évalués à près de 1,2 million de tonnes par an. Dans ce contexte, l'entrée en service de la nouvelle rizerie de Kahama devrait permettre d'accroître la capacité de production de l'industrie locale et d'augmenter le surplus exportable.

« KOM Food Products a indiqué prévoir une montée en puissance progressive pour répondre à la demande intérieure croissante et explorer les marchés régionaux en Afrique de l'Est et australe », souligne la TISEZA.

Agence

NIGERIA

Le sucre devient une priorité d'investissement industriel

Le Nigeria est le principal marché pour le sucre en Afrique subsaharienne. Alors que la production locale reste marginale en dépit des programmes de développement déployés, le régulateur mise sur une plus grande volonté politique des États pour attirer des investissements dans l'industrie.

Synthèse R I/Agence

Au Nigeria, le Conseil national pour le développement du sucre (NSDC) vient de s'engager dans un partenariat avec le Forum des gouverneurs (NGF), une plateforme de concertation regroupant les gouverneurs des 36 États fédérés du pays, en vue de promouvoir les investissements dans le sucre. C'est ce qu'a révélé Kamar Bakrin, directeur exécutif du NSDC, le 1er février 2026.

Selon les médias locaux, il est prévu que, dans le cadre de ce nouveau partenariat, le secrétariat du NGF inclue les projets sucriers parmi les bénéficiaires prioritaires de ses engagements avec les partenaires au développement, tant au Nigeria qu'à l'étranger. « Ce partenariat aidera les États à préparer et structurer des projets sucriers prêts à accueillir des investisseurs. Il portera sur la facilitation d'échanges structurés entre gouvernements des États, investisseurs et opérateurs industriels. Il visera aussi à améliorer la coordination autour des facteurs essentiels tels que l'accès au foncier, la fourniture d'infrastructures et les cadres d'incitation », a déclaré M. Bakrin, selon des propos relayés par le quotidien local Vanguard. Cette démarche suggère une volonté de créer un environnement favorable pour renforcer l'attractivité du secteur sucrier nigérian, et accélérer son industrialisation. Ce développement survient alors que le régulateur peine à atteindre son objectif d'autosuffisance dans le sucre, annoncé avec le lancement en 2012 d'un plan directeur national (NSMP). Ce plan de développement dont la première phase s'est achevée en 2020, a présenté un bilan plutôt faible. Sur la période considérée, la production nigériane de sucre brut n'a atteint que 70 000 tonnes, sur un objectif de 1,79 million de tonnes.

BÉNIN

Neuf mini-réseaux solaires ruraux financés par CEI Africa et Energise Africa

Au Bénin, où près de la moitié de la population vit encore en zones rurales souvent non couvertes par le réseau national, l'élargissement de l'accès à l'électricité passe de plus en plus par des solutions solaires hors réseau.

Clean Energy and Energy Inclusion for Africa (CEI Africa) et la plateforme de financement participatif Energise Africa ont annoncé, le mercredi 8 janvier 2026, la mobilisation de 2,9 millions USD pour financer la construction de neuf mini-réseaux solaires en zones rurales au Bénin. Le projet est porté par Mionwa Generation SA, filiale du développeur OnePower.

Le financement destiné directement à ces projets comprend un prêt junior sécurisé de 1,5 million USD accordé par CEI Africa via sa fenêtre de crowdlending, ainsi qu'un prêt senior sécurisé de 970 000 USD levé par Energise Africa, qui indique par ailleurs qu'un montant additionnel de 420 000 USD est en cours de mobilisation, portant l'enveloppe de dette à environ 2,9 millions USD.

Ces ressources permettront la construction de neuf centrales solaires photovoltaïques totalisant une capacité installée de 595 kW, couplée à 1,7 MWh de stockage par batteries. Une fois opérationnels, les mini-réseaux doivent fournir une électricité continue à environ 4 700 ménages et activités économiques locales situés hors du réseau national.

En complément de ces financements de dette, CEI Africa a accordé jusqu'à 972 000 USD de subventions basées sur les résultats. De son côté, l'Universal Energy Facility (UEF), un mécanisme de financement basé sur la performance géré par Sustainable Energy for All, a attribué une enveloppe totale de 1,66 million USD pour cinq sites.

« Ce financement marque une étape majeure pour le portefeuille OnePower Mionwa au Bénin. En combinant les financements basés sur les résultats de CEI Africa et de l'UEF avec de la dette apportée par CEI Africa et Energise Africa, nous sommes en mesure de déployer des mini-réseaux solaires durables, commercialement viables et de qualité équivalente à celle des services publics, dans des communautés historiquement laissées à l'écart du réseau central », a déclaré Matthew Orosz, directeur général de One Power Group.

Agence

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La BAD finance une centrale géothermique au Kenya

Le Kenya cherche activement à renforcer l'accès à l'électricité pour sa population. Tout au long de l'année dernière, le pays a multiplié les initiatives dans ce sens.

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 16,5 millions de dollars en faveur du Kenya pour appuyer la construction d'une centrale géothermique de 35 MW. L'information a été communiquée le 22 janvier par l'institution financière panafricaine.

Concrètement, ce financement est destiné au projet OrPower Twenty-Two, développé par un producteur indépendant d'électricité, dans le champ géothermique de Menengai, situé dans le comté de Nakuru, au centre-ouest du pays. Le site de Menengai fait partie des zones identifiées par les autorités kényanes pour le développement de la géothermie.

La centrale OrPower Twenty-Two constitue le troisième projet de 35 MW implanté sur ce champ géothermique. Une première centrale de capacité équivalente est déjà en exploitation, tandis qu'un second projet est en cours de développement avec un financement distinct.

L'électricité produite par la future installation sera achetée par la Kenya Power and Lighting Company (KPLC), l'opérateur public de distribution d'électricité, dans le cadre d'un contrat d'achat et de vente d'électricité (PPA) d'une durée de 25 ans. La centrale devrait produire environ 301 GWh par an une fois pleinement opérationnelle. L'ensemble des trois projets de Menengai portera ainsi la capacité installée de cette première phase à 105 MW.

La Geothermal Development Company, une entreprise publique kényane, fournira la vapeur nécessaire à l'exploitation des centrales.

Regain d'intérêt global pour la géothermie

Présentée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) comme une technologie encore peu exploitée à l'échelle mondiale (moins de 1 % du mix énergétique global), la géothermie fait l'objet d'un regain d'intérêt. Dans une analyse publiée en janvier 2025, l'AIE observe un intérêt croissant pour cette filière, qu'elle relie à la hausse de la demande mondiale d'électricité et aux progrès technologiques enregistrés ces dernières années, rapporte Agence Ecofin.

Les avancées réalisées dans les techniques de forage profond et dans les systèmes géothermiques améliorés permettent désormais d'exploiter des ressources jusque-là difficiles d'accès. L'agence indique que ces évolutions élargissent les possibilités de développement de projets géothermiques dans un nombre plus large de zones géographiques.

R.I.

MARCHÉS FINANCIERS

Les Bourses dans le vert, rebond des métaux précieux

Les Bourses mondiales évoluent dans le vert mardi, saluant le rebond des métaux précieux après leur chute des derniers jours, tout en scrutant la publication de résultats d'entreprises.

En Europe, les marchés d'actions gagnaient du terrain dans les premiers échanges: vers 8H30 GMT, Paris prenait 0,60%, Francfort 1,13% et Milan 0,97%. Londres gagnait 0,26%. En Asie, dans les derniers échanges, Hong Kong gagnait 0,22% et Shanghai 1,29%. Tokyo a bondi de 3,92%. "Les investisseurs ont basculé d'une posture d'aversion au risque à d'appétit pour le risque", sur fond de "détente sur le marché des matières premières", relève Andreas Lipkow, analyste indépendant. Après plusieurs séances de dégringolade, les métaux précieux inversent la tendance mardi: vers 08H30 GMT, l'or rebondissait de 5,95% à 4.938,91 dollars l'once et l'argent de 10,25% à 87,40 dollars l'once. L'or et l'argent ont grimpé ces derniers mois, en raison des incertitudes commerciales, géopolitiques et des doutes des investisseurs sur l'indépendance de la Réserve fédérale américaine (Fed) avec les pressions de Donald Trump pour baisser les taux. Mais une partie de ces risques a semblé s'atténuer vendredi quand le président américain a choisi pour diriger la Fed Kevin Warsh, jugé plus conventionnel que les candidats précédemment pressentis. Ce choix doit encore être confirmé par le Sénat américain. Le rebond du jour "soulage les investisseurs" mais illustre "un comportement préoccupant" de la part de l'or et de l'argent, s'inquiète Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote Bank. "Traditionnellement l'or sert de protection contre les risques du marché", avec une "corrélation au contraire négative avec les actifs les plus risqués", relève-t-elle. Un rôle fragilisé par le fait que "l'appétit pour l'or et l'argent semble désormais être simultané avec celui pour les actifs risqués", selon elle. Autre point de réjouissance des marchés: "la vigueur du secteur manufacturier américain", relèvent les analystes de Natixis. L'activité dans l'industrie s'est nettement améliorée dans la première économie mondiale: l'indice ISM manufacturier a atteint aux Etats-Unis 52,6, au plus haut depuis 2022. Le consensus d'analystes cités par Factset tablait sur 48,9. Ces chiffres, qui ont fait bondir Wall Street la veille, "confortent le scénario d'une économie américaine résiliente", relève John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à Cité Gestion Private Bank. Dans ce contexte, vers 8H20 GMT, le dollar reculait de 0,22% à 1,1817 dollar pour un euro.

Budget adopté en France

En France, le budget de l'Etat pour 2026 a été adopté définitivement lundi par l'Assemblée nationale, après le rejet des deux dernières motions de censure contre le gouvernement, qui aura finalement fait passer le texte par 49.3 avec l'abstention du PS.

Dans ce contexte, le taux d'intérêt hexagonal à échéance dix ans restait stable à 3,45%, au même niveau que la veille. Il se rapprochait légèrement de son équivalent allemand, à 2,88%, contre 2,87% la veille. "Le risque associé aux obligations d'État françaises diminue", ce qui "agit comme un vent dans le dos" des actions européennes, relève Jochen Stanzl, analyste pour CMC Market.

Publicis recule

Le géant français de la communication Publicis a affiché une hausse de 5,6% en 2025 de ses revenus organiques, dépassant ses objectifs mais a affiché des prévisions prudentes pour 2026 avec une fourchette comprise entre 4% et 5%.

Il reculait de 4,17% à 82,78 euros à Paris vers 8H20 GMT.

Amundi salué

Le premier gestionnaire d'actifs en Europe, Amundi (+4,72% à 81,05 euros à Paris), a enregistré un nouveau record d'encours sous gestion en 2025, à 2.380 milliards d'euros. Les fonds gérés par le groupe français ont progressé de 6% sur un an, grâce notamment à une collecte nette "record" de 88 milliards d'euros, a-t-il indiqué dans un communiqué mardi.

Zonebourse

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé en hausse lundi, pour la première séance du mois, accueillant avec optimisme des données sur l'industrie aux Etats-Unis en attendant une nouvelle vague de résultats d'entreprises. Le Dow Jones a gagné 1,05%, l'indice Nasdaq a pris 0,56% et l'indice élargi S&P 500 a avancé de 0,54%. Ce baromètre régulier, publié par la fédération professionnelle ISM, est ressorti bien au-dessus des attentes en janvier, à 52,6% (contre 48,4% escompté, selon le consensus de MarketWatch). C'est un plus haut depuis mi-2022. Initialement, Wall Street s'attendait aussi à recevoir le rapport officiel sur l'emploi de janvier aux Etats-Unis vendredi. Mais le service statistiques du ministère du Travail (BLS) a indiqué lundi à des médias qu'il serait reporté, en raison de la nouvelle paralysie budgétaire aux Etats-Unis. Sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'Etat américain se tendait à 4,28% contre vers 21H20 GMT, contre 4,24% à la clôture vendredi.

APS

BOURSE ZURICH

Vers une ouverture en hausse

La Bourse suisse s'apprêtait mardi à capitaliser sur ses gains de la veille, soutenue notamment par une première session positive pour Wall Street en février également. "Le pire semble être passé. Les positions spéculatives exponentielles désormais éliminées, les investisseurs auront l'impression de retrouver un terrain de jeu fraîchement nettoyé, avec la prudence de circonstance," considère Ipek Ozkardeskaya, pour Swissquote. Plombés au cours des deux dernières séances, les métaux précieux retrouvaient des couleurs. "L'or n'est pas mort (l'argent non plus d'ailleurs) qu'on se le dise! Ce que nous observons aujourd'hui n'est pas la fin d'un cycle, mais la fin d'une illusion de linéarité sur les métaux précieux, après une phase d'exubérance alimentée par l'endettement, la complaisance et la concentration des positions," analye John Plassard, associé chez Cité Gestion. La saison des résultats marquait une pause en Suisse, seuls Medacta et R&S (non référencés avant-Bourse) sacrifiant à la tradition. A 08h10, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär prenait 0,42% à 13'465,00 points, dans un camaïeu de vert. Le gestionnaire de marques de luxe genevois Richemont affichait les meilleures prédispositions au sein de l'indice phare, au contraire de la défensive Swisscom (+0,2%). Les poids lourds pharmaceutiques Novartis (+0,4%) et Roche (+0,5%) contribuaient activement à l'embellie. Le célèbre bon de jouissance bénéfice d'un relèvement de l'objectif de cours formulé par Julius Bär. Le paquebot alimentaire Nestlé aussi prenait 0,4%, quand le béhémoth bancaire UBS s'enrobait de 0,5%. Le géant verniolan des arômes et parfums Givaudan (+0,3%) investit une centaine de millions de dollars dans la construction d'une nouvelle usine au Mexique. Le chimiste de la construction Sika (+0,4%) en inaugure, lui, cinq nouvelles un peu partout sur la planète. Sur le marché élargi, le laboratoire Cosmo (+1,9%) a mis un paquet de ses propres actions en circulation auprès d'un nouvel actionnaire. La lanterne rouge était promise à Flughafen Zurich (-0,5%), l'exploitant de tarmacs ayant été recalé à "equal weight" par Barclays.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Février 2026
Valeur : 05 Février 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.7345	129.7495
1	EUR	EURO	153.2683	153.2990
1	GBP	POUND STERLING	177.6455	177.7147
100	JPY	JAPANESE YEN	83.4466	83.4778
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7018	18.7059
1	CHF	SWISS FRANC	166.8611	166.9233
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.9671	95.0059
1	DKK	DANISH KRONE	20.5211	20.5248
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.5336	14.5386
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.4083	13.4373
1	AED	UAE DIRHAM	35.3202	35.3339
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5940	34.5999
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.6628	424.8510
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6149	45.0633
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2061	14.2078
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.4842	20.5893
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2606	3.2707
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.7421	178.7421

ENTRE SOULAGEMENT SUR LE BUDGET ET REBOND DES MÉTAUX PRÉCIEUX

La Bourse de Paris dans le vert

La Bourse de Paris évolue en hausse mardi, saluant le rebond des métaux précieux et l'adoption du budget 2026 à l'Assemblée nationale en France, sur fond de résultats d'entreprises. Vers 10H00 (heure de Paris), le CAC 40 prenait 0,50% à 8.222,47 points, en hausse de 41,30 points. La veille, l'indice vedette parisien s'était adjugé 0,67% à 8.181,17 points, en hausse de 54,64 points. "Les investisseurs ont basculé d'une posture d'aversion au risque à une d'appétit pour le risque", sur fond de "détente sur le marché des matières premières", relève Andreas Lipkow, analyste indépendant. Après plusieurs séances de dégringolade, les métaux précieux inversent la tendance mardi: vers 10H00, l'or rebondissait de 5,84% à 4.933,65 dollars l'once et l'argent de 10,76% à 87,80 dollars l'once.

La place parisienne est aussi "plus détendue après l'adoption du budget 2026, un signal de stabilité politique temporaire avant le rendez-vous des élections municipales", relève John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à Cité Gestion Private Bank.

Le budget de l'Etat pour 2026 a été adopté définitivement lundi par l'Assemblée nationale, après le rejet des deux dernières motions de censure contre le gouvernement, qui aura finalement fait passer le texte par 49.3 avec l'abstention du PS.

"Le risque associé aux obligations d'État françaises diminue", ce qui "agit comme un vent dans le dos" pour les actions européennes, relève Jochen Stanzl, analyste pour CMC Markets.

Dans ce contexte, le taux d'intérêt hexagonal à échéance dix ans restait stable à 3,45%, au même niveau que la veille, mais se rapprochait légèrement de son équivalent allemand, référence en Europe, qui était, lui, à 2,88%, contre 2,87% la veille.

Le géant français de la communication Publicis a publié une hausse de 5,6% en 2025 de ses revenus organiques, dépassant ses objectifs mais a affiché des prévisions prudentes pour 2026 avec une fourchette comprise entre 4% et 5%. Il reculait de 6,53% à 80,74 euros.

R I.

INDE

Le Premier ministre se dit “ravi” de l’accord commercial avec les États-Unis

Alors que Donald Trump a annoncé un "accord commercial" avec l'Inde, Narendra Modi a affirmé que la baisse des droits de douane américains ouvrait "d'immenses opportunités". Le Premier ministre indien a déclaré lundi soir être "ravi" de la baisse des droits de douane à 18% contre 25% aujourd'hui sur les produits indiens annoncée par le président américain Donald Trump.

Synthèse R I/Agence

"Un grand merci au président Trump, au nom des 1,4 milliard d'Indiens, pour cette merveilleuse annonce", a écrit Narendra Modi sur X, affirmant que "lorsque deux grandes économies et les plus grandes démocraties du monde travaillent ensemble, cela profite à nos peuples et ouvre d'immenses opportunités pour une coopération mutuellement bénéfique". "Le leadership du président Trump est essentiel pour la paix, la stabilité et la prospérité mondiales", a déclaré le Premier ministre ultra nationaliste, avant d'assurer que "l'Inde soutient pleinement ses efforts en faveur de la paix".
Donald Trump a de son côté indiqué sur son réseau Truth Social que Narendra Modi a "accepté d'arrêter d'acheter du pétrole russe" et s'est engagé à acheter "plus de pétrole auprès des États-Unis et, potentiellement, du Venezuela".
Il a assuré que de son côté, l'Inde allait réduire à "zéro" ses barrières douanières autant que réglementaires, et allait par ailleurs acheter pour "plus de 500 milliards de dollars" de produits américains.
"J'ai hâte de travailler en étroite collaboration avec lui afin d'élever notre partenariat à des sommets sans précédent", a déclaré Narendra Modi.
Le président américain avait d'abord imposé l'an dernier 25% de droits de douane dits "réciproques" sur toutes les marchandises indiennes dans le cadre d'une offensive protectionniste contre les partenaires commerciaux des États-Unis, annoncée en avril.
Il avait ensuite décidé d'ajouter en août une surtaxe de 25% sur de nombreux produits indiens à cause des achats de pétrole russe par l'Inde.
"L'accord" annoncé lundi met également fin à cette surtaxe, a précisé un haut responsable américain.

TROP DÉPENDANTS DE LA CHINE

Les États-Unis veulent créer une réserve de terres rares de 12 milliards de dollars

Inquiet de voir Pékin utiliser les terres rares comme un levier de négociation, Washington a annoncé vouloir créer une réserve principalement financée par un prêt de la Banque américaine d'import-export.
Les États-Unis vont créer une réserve de terres rares d'une valeur de 12 milliards de dollars afin de réduire la dépendance vis-à-vis de la Chine, qui contrôle l'essentiel de la chaîne de valeur, a confirmé ce lundi 2 février à l'AFP un responsable américain, après la publication d'informations de presse.
Selon l'agence spécialisée Bloomberg, le projet sera financée à hauteur de 1,7 milliard de dollars par des fonds privés, le reste étant constitué d'un prêt de 10 milliards de dollars de la Banque américaine d'import-export (EXIM).
Un prêt qui devrait se matérialiser à compter de lundi, selon l'agence de presse, et qui serait un record pour la banque.

Les terres rares, un moyen de pression pour la Chine

Un tel projet concerne des industries aussi stratégiques que l'automobile, le numérique ou la défense et intervient alors que la Chine utilise sa maîtrise des aimants industriels, essentiels dans le cycle d'usage des terres rares, comme moyen de pression vis-à-vis d'États voisins, notamment le Japon.
Les entreprises chinoises contrôlent une large part, si ce n'est la quasi totalité dans certains cas, de la chaîne de valeur des terres rares, de l'extraction minière à leur transformation et intégration dans des produits techniques. Une situation qui a inquiété Washington, alors que Pékin n'a également pas hésité à menacer d'activer ce levier lors des négociations commerciales entre les deux premières puissances économiques mondiales, en particulier lors de l'escalade commerciale entre les deux pays après l'annonce de nouveaux droits de douane par le président Donald Trump en avril dernier.
Première productrice mondiale de terres rares, la Chine concentre 44 millions de tonnes des réserves mondiales – sur un total d'environ 110 millions.

Agence

ROYAUME-UNI

L’inflation des produits alimentaires tombe à un plus bas de neuf mois, à 4,0 %

L'inflation des produits alimentaires au Royaume-Uni est tombée à 4,0 % sur les quatre semaines se terminant le 25 janvier, son niveau le plus bas depuis avril de l'année dernière, offrant un certain répit aux consommateurs, selon les données publiées mardi par le cabinet d'études de marché Worldpanel by Numerator. L'inflation alimentaire était de 4,3 % dans le rapport précédent.
Le chiffre communiqué par Worldpanel offre une première indication des tensions sur les prix avant la publication des données officielles sur l'inflation au Royaume-Uni, attendue le 18 février.
La Banque d'Angleterre surveille de près l'évolution des prix alimentaires, estimant qu'ils jouent un rôle clé dans la formation des anticipations d'inflation de la population. Le taux d'inflation global du Royaume-Uni a atteint 3,4 % en décembre, soit le plus élevé des économies du Groupe des Sept.
Worldpanel indique que les ventes de produits alimentaires au Royaume-Uni ont augmenté de 3,8 % en valeur sur la période de quatre semaines, par rapport à l'année précédente – mais qu'en volume, elles sont en baisse une fois l'inflation prise en compte.
« Si les ventes de produits alimentaires continuent de progresser et que l'inflation atteint son niveau le plus bas depuis plusieurs mois, la recherche de valeur reste une priorité pour beaucoup – les marques de distributeurs atteignent un niveau record, représentant plus de la moitié des dépenses alimentaires », déclare Fraser McKevitt, responsable du commerce de détail et de l'analyse des consommateurs chez Worldpanel.
Au cours des douze semaines précédant le 25 janvier, le leader du secteur, Tesco, a vu ses ventes augmenter de 4,4 % sur un an et sa part de marché progresser de 20 points de base, à 28,7 %.
Le numéro deux, Sainsbury's, a enregistré une hausse de 5,3 % de ses ventes, portant sa part à 16,2 %.
Le discounter Lidl GB reste le distributeur physique à la croissance la plus rapide, avec une hausse des ventes de 10,1 %, tandis que le supermarché en ligne Ocado affiche la plus forte progression globale, avec +14,1 %.
Le troisième acteur, Asda, continue de rencontrer des difficultés – ses ventes ont chuté de 3,7 %, sa part de marché tombant à 11,5 %, soit un recul de 80 points de base sur un an.

R.I.

TURQUIE

L’inflation atteint son plus bas niveau depuis plus de 4 ans

L'inflation annuelle en Turquie s'est établie à 30,7% en janvier, contre 30,9% en décembre, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis plus de quatre ans, selon les données publiées mardi par l'Institut statistique turc.
Ce recul, bien que limité, s'inscrit dans la continuité du ralentissement observé depuis le second semestre 2024, après un pic historique de plus de 75% enregistré en mai de la même année. Il reflète l'effet combiné du resserrement des conditions monétaires, d'un ralentissement progressif de la demande intérieure et d'une normalisation relative des coûts dans certains secteurs.
Sur un mois, les prix à la consommation ont néanmoins enregistré une hausse marquée de 4,8% en janvier, contre 2,1% en décembre, un mouvement largement attribué à des facteurs saisonniers, notamment les ajustements tarifaires en début d'année et l'augmentation des dépenses liées au logement et à l'alimentation. Les prix des produits alimentaires ont progressé de 7,8% sur un mois, sous l'effet de la hausse des coûts de production et de distribution, tandis que les dépenses de logement ont augmenté de 6,7%, dans un contexte de renchérissement des loyers, de l'énergie et des charges connexes. En glissement annuel, les hausses les plus importantes concernent l'éducation (+64,7%), le logement (+45,4%) et l'alimentation (+31,7%).
Ces évolutions continuent de peser sur le budget des ménages, malgré une amélioration graduelle de certains indicateurs macroéconomiques. L'inflation reste supérieure à 30% depuis décembre 2021, une période marquée par de fortes tensions sur les prix, liées notamment à la volatilité de la livre turque, à l'augmentation des coûts des importations et aux ajustements successifs des politiques économiques.
APS

ITALIE

Malgré le repli de décembre 2025, le climat des affaires reste bon

Au T4, l’indice PMI a atteint son meilleur niveau moyen de l’année (52,4) du fait d’une forte amélioration de l’activité dans le secteur des services (53,5 ; +1,4 point t/t). Ce dynamisme devrait se poursuivre au T1 2026, soutenu par les Jeux olympiques d’hiver qui se dérouleront en Italie. Côté manufacturier, le climat reste morose en moyenne au T4 (49,5 ; -0,2 point t/t) en raison d’une nette contraction de la production en décembre (46,8 ; -3,5 points m/m) et d’une baisse continue des embauches. La confiance des ménages reste stable sur les deux derniers mois de l’année (-16,4) mais elle est toujours inférieure de 1 point à sa moyenne de long terme. Les ménages italiens anticipent une hausse de l’inflation en 2026, ce qui détériore légèrement leurs anticipations concernant la situation économique. Bien qu’elles diminuent, leurs intentions d’effectuer des achats importants sur les douze prochains mois restent élevées en comparaison historique.

Il active le Wi-Fi Direct de l'imprimante de son entreprise, qui se fait voler 12 Go de secrets industriels

Une imprimante mal sécurisée a permis le vol de 12 Go de données industrielles sensibles. Le Wi-Fi Direct activé par un employé bienveillant s'est transformé en brèche fatale pour la cybersécurité de son entreprise.

S'il est impossible de voler des objets physiques à l'aide d'une connexion internet, dérober des plans numérisés peut très bien se faire en quelques clics. C'est ce est arrivé, en pleine nuit à deux heures du matin, dans une usine française. Mickaël Sabbah, patron d'EscapeVelocity, raconte ce lundi comment l'un de ses clients a perdu une décennie de recherche à cause d'une simple imprimante. Le responsable serait un employé bienveillant qui a activé le Wi-Fi de l'appareil pour faciliter le travail des prestataires externes. Terrible erreur.

Quand 12 Go de secrets s'évaporent en pleine nuit… à cause d'une imprimante

Le matin-même, le responsable SOC (Security Operations Center) d'EscapeVelicity débarque dans le bureau de Mickaël Sabbah, son dirigeant, avec une mine catastrophée. « Pas de bonjour. Juste une courbe rouge sur son iPad », raconte-t-il sur LinkedIn. Le verdict est sans appel, les données ultra-sensibles du département recherche d'un client industriel sont en train de s'évaporer. Une hémorragie numérique en direct, hélas très, très difficile à anticiper.

L'équipe technique n'en croit pas ses yeux. « Techniquement, c'est impossible », lâche le responsable sécurité. Ce réseau était censé être un bunker numérique isolé du reste du monde, aucune connexion internet, aucune porte de sortie. Pourtant, douze gigaoctets de plans industriels et de formules chimiques confidentielles disparaissent sous leurs yeux ébahis.

La traque de l'émetteur ne donne rien de conventionnel.

Il n'y a pas d'ordinateur infecté, pas d'automate piraté. Juste une imprimante multifonction posée tranquillement au milieu du bureau d'études. Un périphérique tellement banal que personne ne l'avait suspecté.

C'est pourtant par elle que dix années de propriété intellectuelle viennent de s'envoler vers une destination inconnue.

Un clic pour rendre service transforme l'imprimante en pont Wi-Fi mortel

Tout avait commencé avec de bonnes intentions. Le salarié à l'origine de la manœuvre, pourtant vingt ans d'ancienneté, un collègue apprécié de tous. Pour faciliter la vie des livreurs de granulés et des techniciens de maintenance venus imprimer des bons de livraison, il active le Wi-Fi Direct de l'imprimante. Rappelons que le Wi-Fi « classique » passe par une box internet, quand le Wi-Fi Direct connecte les appareils entre eux sans intermédiaire. « Un clic sur un écran tactile pour rendre service », résume Mickaël Sabbah. Une action bienveillante qui transforme malheureusement l'appareil en porte dérobée monumentale.

Car cette imprimante possède une particularité, c'est le seul objet physiquement connecté par câble au réseau ultra-sécurisé de la R&D. En activant son Wi-Fi, le salarié vient de créer ce que les experts appellent un « bridge », une passerelle entre deux mondes censés rester séparés. Le réseau blindé d'un côté, l'air libre de l'autre. « Une passerelle béante », souligne Mickaël Sabbah.

Le pirate n'a même pas forcé l'entrée. Il s'est simplement garé sur le parking de l'usine, a repéré le signal Wi-Fi ouvert de l'imprimante et a aspiré tranquillement les données depuis sa voiture. L'équipe de sécurité a bien réagi en deux minutes pour couper la connexion. Mais le mal était fait. « En 2026, 120 secondes suffisent pour perdre un avantage concurrentiel majeur », alerte Mickaël Sabbah. « On blinde nos systèmes de sécurité à 40 000 euros, mais on laisse les clés de la forteresse à une imprimante mal configurée parce que c'est plus pratique », ajoute-t-il. Et le spécialiste de compléter que « la commodité est l'ennemi numéro 1 de votre sécurité ». Même les équipements qu'on juge inoffensifs doivent être surveillés. D'où l'intérêt, pour les acteurs qui n'ont pas encore sauté le pas, de se livrer à du pentest (test d'intrusion), pour renforcer sa cybersécurité.

STARLINK LANCE STARGAZE$

Censé protéger la terre. Mais de quoi ?

SpaceX déploie Stargaze sur ses 9 600 satellites Starlink pour détecter en temps quasi réel les collisions en orbite basse. Bonus : l'entreprise fournit gratuitement ces données aux autres opérateurs de satellites.

On a frôlé la catastrophe quand en décembre 2025, un satellite Starlink a failli percuter un module chinois dont la manœuvre imprévue a réduit la distance de sécurité de 9 000 à 60 mètres. L'espace est aussi bondé que le périphérique parisien.

Alors pour éviter un maximum de collisions en orbite terrestre basse, SpaceX et sa filiale Starlink ont décidé de lancer Stargaze, un système capable de détecter et d'anticiper les trajectoires des satellites en quasi temps réel, et de partager ces informations avec l'ensemble de la communauté spatiale. Altruiste.

Les quelque 9 600 satellites Starlink utilisent des traqueurs d'étoiles pour observer en continu les objets en orbite terrestre basse. Ces capteurs enregistrent environ 30 millions de transits par jour. Le système agrège ces observations pour calculer la position et la vitesse de chaque objet et génère des messages de conjonction (CDM) lorsque deux trajectoires risquent de se rapprocher dangereusement.

En novembre 2025, l'alerte rapide de Stargaze a permis à un satellite Starlink d'effectuer une manœuvre d'évitement en moins d'une heure, alors que les systèmes classiques auraient réagi trop tard. Pour SpaceX, cette surveillance ressemble à l'aviation commerciale : les satellites transmettent leurs trajectoires comme les avions communiquent leurs plans de vol, afin de réduire le risque de collision.

Mais ici, c'est la fréquence des observations et l'automatisation du traitement des données qui font la force et l'efficacité de Stargaze. Les opérateurs qui partagent leurs éphémérides sur la plateforme reçoivent des CDM quasi instantanés. Selon SpaceX, ces informations devraient améliorer considérablement la sécurité des satellites en LEO (orbite basse).

Il faut dire qu'entre les tests anti-satellites et la pollution spatiale, on a de plus en plus de chances que le ciel nous tombe littéralement sur la tête, et ses déchets avec à cause des collisions.

Brèves

Oracle cherche 50 Md$ pour l'IA

L'éditeur a déclaré qu'il prévoyait de lever entre 45 et 50 milliards de dollars cette année par le biais d'une combinaison de dette et de capitaux propres afin de renforcer les capacités de son activité d'infrastructure cloud. L'objectif étant de répondre à la demande de plusieurs clients dont AMD, Nvidia, Meta, OpenAI, TikTok ou encore xAI avec qui des contrats ont déjà été signés. Ces derniers mois, les investisseurs se sont détournés des actions liées à l'IA, craignant que les entreprises ne dépensent trop dans cette technologie, ce qui pourrait créer une bulle spéculative prête à éclater.

Snowflake s'associe à OpenAI

L'accord estimé à 200 M$ prévoit que les modèles d'OpenAI seront disponibles nativement au sein de Cortex AI et Intelligence de Snowflake.

Par ailleurs, les deux sociétés codévelopperont d'autres fonctionnalités à l'aide des API et des frameworks d'agent d'OpenAI. L'accent sera mis sur la création d'agents IA interopérables capables de raisonner sur des données gouvernées et d'agir sur l'ensemble des systèmes d'entreprise.

Moltbook, un forum pour les agents IA

Après l'engouement pour Moltbot (un agent IA multi-tâches), le fondateur d'Octane AI, Matt Schlicht a créé Moltbook, un forum pour les agents IA. S'inspirant de Reddit, le site est entièrement géré par des agents IA où ils peuvent publier des messages et y répondre sur différentes thématiques. Il connait un certain succès depuis son lancement le mois dernier avec 1,5 million d'agents en ligne. Si le fondateur parle d'une expérience pour observer et comprendre le comportement des agents, les experts en cybersécurité alertent sur l'absence de contrôle et les risques. Ainsi, Wiz a trouvé une base de données mal configurée appartenant à Moltbook exposant 1,5 million de jetons d'authentification API, 35 000 adresses e-mail et des messages privés entre agents.

MALGRÉ UN PLONGEON DE 30% EN CHINE

BYD accélère son offensive mondiale

Après une année 2025 record qui l'a vue dépasser Tesla sur le terrain du 100% électrique, BYD démarre 2026 avec un sérieux coup de frein : ses ventes de véhicules électrifiés reculent d'environ 30% sur un an et de 50% par rapport à décembre. Mais il faut se méfier de l'eau qui dort. Derrière cet apparent trou d'air, BYD prépare sa riposte avec des exportations en forte hausse, de nouvelles usines en Europe et même une marque dédiée au VTC. De quoi transformer un passage à vide domestique en nouvelle phase de conquête internationale.

Premier constructeur mondial de véhicules électriques et hybrides rechargeables, BYD découvre à son tour que la transition ne suit pas toujours une courbe linéaire.

Un mois de janvier en net recul sur le marché chinois

En janvier 2026, BYD a écoulé 210 051 véhicules « nouvelle énergie » (électriques à batterie et hybrides rechargeables), dont 205 518 voitures particulières et 4 533 utilitaires et bus. Cela représente une baisse d'environ 30% par rapport à janvier 2025 et environ 50% de moins par rapport à décembre, soit un retour à des niveaux proches de ceux de début 2024. Dans le détail, les voitures particulières reculent de 30,7% sur un an, tandis que les véhicules commerciaux progressent au contraire d'un peu plus de 10% sur la même période. Sur les modèles grand public, la ventilation des motorisations confirme un glissement : côté 100% électriques, BYD a livré 83 249 voitures sur le mois, soit une chute d'environ 33,6% sur un an et de plus de 56% par rapport à décembre. Les hybrides rechargeables, eux, atteignent 122 269 unités, avec un recul d'environ 28,5% en glissement annuel et de 45% sur un mois. Là où la marque affichait en 2025 un quasi 50/50 entre électriques pures et hybrides rechargeables (environ 2,26 millions de électriques et 2,29 millions de PHEV sur l'année), le ratio évolue désormais vers un 40/60 en faveur des hybrides. Mais ce n'est pas pour autant une success story pour ces derniers puisque pour BYD, les ventes d'hybrides sont en recul d'une année sur l'autre depuis dix mois consécutifs.

Un trou d'air conjoncturel sur fond de guerre des prix

Ce net coup de frein arrive après une année 2025 historique où BYD a écoulé plus de deux millions de 100% électriques, devenant le premier constructeur au monde à franchir ce seuil, et où il a officiellement dépassé Tesla sur le seul terrain du 100% électrique. Mais l'environnement a changé : en Chine, la guerre des prix entre constructeurs d'électriques s'est intensifiée, les subventions ont été réduites ou supprimées dans plusieurs grandes villes, et les acheteurs doivent désormais s'acquitter d'une taxe d'achat de 5% sur les VE là où ils étaient exonérés. Dans le même temps, la concurrence interne s'aiguise, notamment face à des groupes comme Geely.
La baisse de janvier s'inscrit aussi dans un contexte saisonnier : le marché chinois connaît traditionnellement de fortes variations autour du Nouvel An, avec des ajustements de production, de logistique et des comportements d'achat plus erratiques. Les données sectorielles publiées début 2026 montrent que plusieurs marques ont enregistré des reculs comparables d'un mois sur l'autre, dans un contexte de stocks élevés et de promotions agressives sur de nombreux modèles. BYD reste malgré tout en tête des ventes de véhicules électrifiés en Chine sur le mois, mais avec un écart bien plus serré et un marché domestique clairement sous pression.

Les exportations et l'Europe montent en puissance

Si la demande chinoise marque le pas, l'international prend le relais. En janvier, BYD a exporté 100 482 véhicules électrifiés, soit près de la moitié de ses volumes mensuels et une progression d'environ 51,5% sur un an (malgré un repli d'environ 24,5% par rapport à décembre). L'Europe, en particulier, devient un axe stratégique : le constructeur a lancé les essais de production de sa première usine automobile à Szeged, en Hongrie, et a confirmé un second site en Turquie. Une troisième implantation est à l'étude, avec plusieurs pays, dont l'Espagne, en lice pour accueillir cette nouvelle usine.
Ce maillage industriel a un double objectif : sécuriser les volumes futurs hors de Chine et contourner les tensions commerciales potentielles (droits de douane, enquêtes anti-subventions, etc.). BYD prépare aussi une vague de nouveautés produit pour consolider son image : évolution majeure de l'Atto 3 sur le marché européen, arrivée de la marque premium Denza sur le Vieux Continent, nouvelle génération de la compacte Dolphin. Reste à voir si la stratégie inclura un renforcement de l'offre hybride rechargeable en Europe, après le lancement de plusieurs modèles DM-i en 2025.

Avec Linghui, BYD met un pied dans les flottes et le VTC

Parallèlement, BYD cherche de nouveaux relais de croissance en Chine même, en s'attaquant frontalement au marché des flottes et des services de mobilité. Le groupe vient ainsi de lancer Linghui, une nouvelle marque spécifiquement pensée pour le VTC, les taxis et les parcs d'entreprise. Les premières informations évoquent trois berlines électriques et un monospace hybride rechargeable, dont une e5 dérivée de la Qin Plus EV, longue d'environ 4,80 m.
L'idée est de créer un réseau commercial distinct de celui des modèles grand public, avec une offre et un accompagnement taillés pour les professionnels du transport. Reste à savoir si Linghui restera cantonnée à des véhicules dérivés de la gamme BYD existante ou si la marque développera, à terme, ses propres modèles plus autonomes. Dans tous les cas, face à une demande plus hésitante chez les particuliers chinois, BYD veut sécuriser des volumes auprès de clients captifs, tout en poursuivant sa percée à l'export.
En tout cas, ce mois de janvier en baisse ne remet pas en cause le poids de BYD dans l'électrique, mais rappelle que même le numéro un mondial n'échappe pas aux guerres de prix et que si finalement pendant des mois nous n'avons eu de cesse de souligner que la "vague jaune" tant redoutée n'était pas là, finalement c'est peut être bien cette année qu'elle va commencer à déferler.

Equipementiers : la chute vertigineuse du leader mondial en 2025 !

Le numéro un mondial des équipementiers automobiles, traverse l'une des périodes les plus difficiles de son histoire récente. Plombé par la chute des ventes, les effets de change et la hausse des droits de douane, le groupe allemand a vu son résultat opérationnel s'effondrer en 2025, à un niveau même inférieur à celui de l'année Covid. Un signal fort de la crise qui secoue l'ensemble de la filière automobile européenne, jusque dans ses acteurs les plus solides.
Les temps sont particulièrement durs pour l'industrie automobile européenne. De la base au sommet, c'est toute la pyramide de la filière qui doit faire face à de graves difficultés économiques. Et personne n'est épargné, pas même les entreprises les plus solides. Les derniers chiffres annoncés par le numéro un mondial des équipementiers sont même pires que ceux qui avaient plombé ses résultats durant l'année 2020 à cause de la pandémie de Covid-19. Ainsi, l'allemand Bosch a annoncé en fin de semaine dernière que son résultat opérationnel avait chuté de 45% en 2025 par rapport à 2024 ! Dans les chiffres, cela se traduit par un résultat opérationnel de 1,7 milliard d'euros, contre 3,1 milliards d'euros en 2024. La marge opérationnelle a aussi diminué de près de moitié à 1,9%, en dessous des attentes du groupe de Gerlingen.

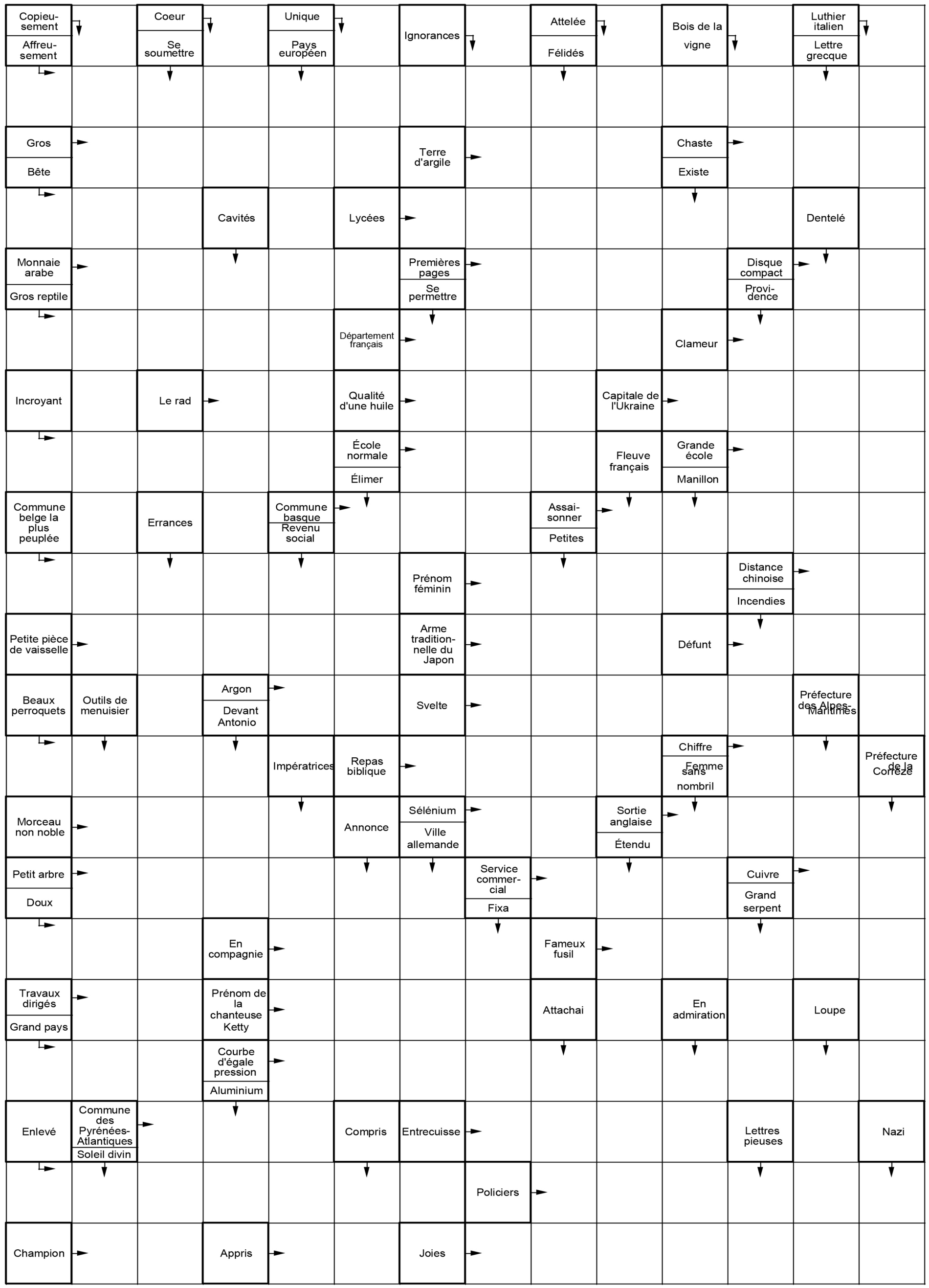
Un objectif repoussé à 2027

Un véritable bouillon pour Bosch et une année 2026 durant laquelle aucune amélioration notable n'est attendue cette année. Du coup, le groupe allemand a décidé de repousser d'un an, à 2027, l'atteinte de son objectif de 7% de marge opérationnelle.
Petite embellie cependant l'année dernière pour l'équipementier dans ce ciel très obscurci, le chiffre d'affaires qui a légèrement augmenté de 0,8% en 2025, à 91 milliards d'euros. Pas de quoi donner le sourire cependant au président du directoire de Bosch, Stefan Hartung, qui a déclaré : "Malgré quelques évolutions positives, l'année 2025 a été globalement difficile et parfois douloureuse."

Investir dans l'intelligence artificielle

Ces mauvais résultats de l'année dernière pour la multinationale qui emploie près de 412 000 personnes dans le monde, s'expliquent majoritairement, a indiqué son directeur financier Markus Forschner, par "le manque de ventes, les effets de change défavorables et la hausse des droits de douane (NDLR : ceux des Etats-Unis)".
Pour tenter de rebondir rapidement, Bosch veut investir d'ici fin 2027 2,5 milliards d'euros dans l'intelligence artificielle, notamment dans la "mobilité pilotée par logiciel", la principale source de revenus de l'entreprise. Et en attendant l'embellie souhaitée, faire le dos rond.
Ce qui signifie comprimer ses coûts, surtout dans la division "mobilité", la principale concernée par un plan de suppression de 13 000 postes d'ici à 2030 en Allemagne, comme annoncé en septembre dernier, soit plus de 3% des effectifs mondiaux du groupe.
"Afin de garantir durablement notre compétitivité et notre capacité d'investissement ", a précisé M. Hartung, affirmant prendre la mesure de ces décisions sur le plan humain...

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 4 février 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 66 dollars

Les cours du pétrole étaient stables mardi, après leur chute lundi, le marché étant en observation des évolutions géopolitiques et des répercussions du nouvel accord commercial entre les Etats-Unis et l'Inde. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril s'échangeait autour de 66,30 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars grappillait 0,11%, à 62,21 dollars.

L'OR A GRIMPÉ DE 5,49%

Les métaux précieux rebondissent

Les cours des métaux précieux rebondissaient mardi après leur baisse ces derniers jours, les acheteurs profitant des prix attractifs pour investir dans l'or et l'argent, considérés comme des valeurs refuges. Dans la matinée, l'or grimpait de 5,49% (vers10H50), à 4.917,43 dollars l'once.
Le métal jaune avait atteint un sommet historique à près de 5.600 dollars l'once jeudi dernier, puis plongé jusqu'à environ 4.400 dollars lundi. Il a depuis repris jusqu'à plus de 11%. De son côté, l'once d'argent a pris jusqu'à 10,95% mardi, et remontait de 9,75%, à 87,0015 dollars l'once. Ce métal à la fois précieux et industriel avait grimpé à un record à plus de 121 dollars l'once jeudi, avant de sombrer jusqu'à à peine plus de 71 dollars lundi. Le cuivre ou encore le platine rebondissaient également. "L'or a offert des rendements si exceptionnels aux investisseurs au cours de l'année écoulée que beaucoup ont considéré la récente chute des cours comme des soldes de fin d'année, une occasion d'acquérir davantage de métal précieux à prix réduit", soulignent des analystes.

RACCORDEMENT À L'ÉLECTRICITÉ ET AU GAZ

Réunion de coordination entre les ministères des Hydrocarbures et de l'Energie pour le suivi des projets structurants

Une réunion de coordination s'est tenue, hier à Alger, entre les ministères des Hydrocarbures et des Mines, et de l'Energie et des Energies renouvelables, consacrée au suivi de l'état d'avancement de plusieurs projets structurants de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, au cours de laquelle l'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer les travaux et de réduire les délais de réalisation, a indiqué un communiqué conjoint des deux ministères.
La réunion, coprésidée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, s'est déroulée en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, et d'un nombre de cadres supérieurs des deux ministères et des entreprises sous tutelle.
Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer la cadence de la réalisation de plusieurs projets structurants, a permis également le suivi, l'examen et la présentation d'exposés techniques explicatifs sur l'état d'avancement de ces projets notamment en termes de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, ajoute le communiqué.
Il s'agit des projets de la mine de zinc à Tala Hamza, de l'usine intégrée de phosphate dans la wilaya de Tébessa et de la mine de fer de Gara Djebilet (Tindouf-Béchar), outre des projets de stations de dessalement de l'eau de mer, précise la même source.
Au terme de la réunion, les deux ministres ont souligné l'importance d'accélérer la cadence des travaux, de réduire les délais de réalisation et de renforcer le niveau de coordination entre les services de leurs ministères de manière à garantir la livraison des projets dans les délais impartis, conclut le communiqué.

APS

CONFÉRENCE DES CHEFS DE POSTES CONSULAIRES

Le Premier ministre rappelle l'intérêt qu'accorde le président de la République à la communauté nationale à l'étranger

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a rappelé, hier, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde un intérêt particulier à la communauté nationale établie à l'étranger, soulignant que son récent appel aux jeunes se trouvant à l'étranger en situation précaire et irrégulière témoigne de son engagement permanent à protéger les enfants de l'Algérie où qu'ils se trouvent.
Dans une allocution prononcée à l'ouverture de la Conférence des chefs de postes consulaires, qu'il a été chargé de présider par le président de la République, au siège du ministère des Affaires étrangères, M. Sifi Ghrieb a précisé que la tenue de cette conférence, plus de 20 ans après sa première édition, s'est imposée comme une nécessité, afin d'évaluer ce qui a été accompli en direction de la communauté nationale à l'étranger et d'adapter les mesures et procédures qui lui sont destinées.
Le Premier ministre a rappelé que l'Algérie a ancré dans la Loi fondamentale la place particulière qu'elle accorde à sa communauté nationale à l'étranger, en stipulant expressément que l'Etat œuvre à la protection des droits et des intérêts des citoyens à l'étranger et veille à la sauvegarde de leur identité et de leur dignité et à la consolidation de leurs liens avec la Nation, tout en encourageant leur contribution au développement de leur pays d'origine.
"Cette orientation, qui considère la communauté nationale à l'étranger comme partie intégrante de la Nation, témoigne de l'intérêt qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à notre communauté à l'étranger, qu'il place au cœur de ses préoccupations, ce qui nous amène à réaffirmer cette orientation et à ne ménager aucun effort pour concrétiser cette vision éclairée", a-t-il poursuivi. Il a estimé, dans ce sens, que les missions dont sont investis les consuls généraux et les consuls "revêtent une importance majeure, au regard de leur lien étroit avec la concrétisation de l'engagement du président de la République à protéger nos ressortissants à l'étranger et à encourager leur contribution effective au processus de renouveau national".
M. Sifi Ghrieb a fait remarquer que l'engagement du président de la République à protéger la communauté se reflète clairement dans l'intégration de la dimension "communauté nationale à l'étranger" dans la dénomination du secteur des Affaires étrangères et la nomination d'un secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, des démarches qui traduisent explicitement la mobilisation d'une partie de l'activité gouvernementale au service de la communauté à l'étranger.
Evoquant le récent appel du président de la République aux jeunes Algériens se trouvant à l'étranger en situation précaire et irrégulière, le Premier ministre a soutenu que "la décision de régularisation de la situation de ces Algériens et de ces Algériennes est une preuve supplémentaire de cet engagement permanent à protéger les enfants de l'Algérie".
Cette décision exige des chefs de postes consulaires de "déployer les efforts requis pour suivre sa mise en œuvre, à la mesure de l'importance accordée par les hautes autorités du pays à l'ancrage du principe de protection de nos citoyens, toutes catégories confondues, en toutes circonstances et où qu'ils se trouvent", a-t-il insisté.
Le Premier ministre a, par ailleurs, rappelé "l'engagement de l'Etat à assurer une prise en charge optimale de la communauté nationale établie à l'étranger, à la protéger et à demeurer à l'écoute de ses préoccupations", affirmant que pour atteindre cet objectif "il importe de continuer à soutenir le rôle de notre réseau diplomatique et consulaire dans le développement de ses méthodes de travail afin qu'il puisse assumer les missions qui lui incombent envers cette importante frange de la société algérienne".

APS

APN

Début de l'examen des dispositions du projet de loi organique relatif aux partis politiques

La Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a entamé, mardi, l'examen des dispositions du projet de loi organique relatif aux partis politiques, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.
"La Commission, présidée par M. Abdelkader Toumi, a entamé l'examen des dispositions du projet de loi organique relatif aux partis politiques, lors d'une réunion tenue en présence de représentants du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et du ministère des Relations avec le Parlement", précise la même source.

MDN

Augmentation de la quantité de drogue saisie lors de l'opération de Béchar à plus de 8 quintaux

Une nouvelle quantité de 280 kilogrammes de kif traité a été saisie lundi, suite à l'opération du 27 janvier dernier menée dans la région de Ghenama (Béchar), qui s'est soldée par l'élimination de 3 narcotrafiquants armés de nationalité marocaine, augmentant ainsi la quantité de drogue saisie à plus de 8 quintaux, indique mardi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.
"Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, et lors de la poursuite de l'opération du 27 janvier 2026 dans la région de Ghenama, dans la wilaya de Béchar en 3ème Région militaire, qui s'est soldée par l'élimination de 3 narcotrafiquants armés de nationalité marocaine, et l'arrestation d'un quatrième de même nationalité, outre la saisie d'une arme à feu, d'une paire de jumelles et d'une quantité de drogue s'élevant à 521 kilogrammes de kif traité, une force combinée du secteur militaire de Béchar en 3ème Région militaire, a saisi hier 2 février 2026, dans la même région une quantité de drogue estimée à 280 kilogrammes de kif traité, portant ainsi la quantité de kif traité saisie lors de cette opération à plus de 8 quintaux", précise la même source. Le MDN affirme que "cette quantité importante saisie dans un laps de temps réduit et dans la même zone frontalière, dénote de l'ampleur des menaces qui ciblent notre pays et sa jeunesse". "Cette opération de qualité, confirme une fois de plus, le haut degré de vigilance des unités de l'Armée nationale populaire, avec toutes ses composantes, et sa disponibilité à faire face à toute forme de menace", conclut le communiqué du MDN.